
ALBERT FACELLY

GOUVERNEMENT BARNIER
Dernière ligne à droite avant la liste officielle
RÉCIT, PAGES 8-9

Libération

MONA CHOLLET
«NOTRE CULTURE NOUS DIT QUE TOUT EST DE LA FAUTE DES FEMMES»

Au travail ou en couple, mères, militantes ou victimes... Le sentiment de culpabilité ronge les femmes, déplore l'essayiste, qui incrimine les stéréotypes misogynes omniprésents. PAGES 2-5

CAMILLE MCOUAT






M 00135 - 920 - F: 2,70 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 $, DOM 3,20 €, Espagne 3,20 €, Etats-Unis 5,20 $, Grande-Bretagne 2,90 £, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Pression

Que celle qui n'a jamais ressenti le moindre sentiment de culpabilité se dévoile. Si elle existe. Car les occasions de subir cette pression dans la vie d'une femme sont multiples. A tous les âges. A l'adolescence quand le corps se transforme avec tous les complexes que cela entraîne, à l'âge des études quand il ne faut pas rater la marche, à celui de la vie active quand il faut choisir entre s'affirmer dans son travail ou se mettre en retrait le temps d'une grossesse, puis quand il faut gérer en parallèle vie amoureuse, enfants, et vie professionnelle sans se laisser ronger par la peur de mal faire, ou quand au contraire on choisit de ne pas avoir d'enfant et que le monde extérieur fait peser sur vous un regard lourd d'interrogations et de reproches, et encore plus tard quand, l'âge venu, on se compare à plus jeune, plus moderne, plus fraîche.
La société, la culture, les habitudes sont ainsi faites que tout pousse une femme à douter : de sa force, de ses compétences, de sa beauté, de son amour, de son utilité, de ses engagements. *«Chaque jour, nous sommes confrontées à des représentations négatives de nous-mêmes»,* nous dit Mona Chollet, qui a décidément le talent pour trouver les sujets d'essais qui percutent. Son nouveau livre, *Résister à la culpabilisation,* résonne incroyablement avec l'actualité du procès de Mazan. Voilà une femme, Gisèle Pelicot, qui a subi des années durant les viols de son mari et de dizaines d'inconnus auxquels celui-ci la livrait, préalablement droguée, et qui s'est soudain retrouvée, mercredi, dans la peau de la coupable car nombreux étaient ceux qui l'y poussaient au sein de la cour criminelle. Illustration de ce qui ronge depuis la nuit des temps les femmes victimes de violences sexuelles que l'on soupçonne trop souvent d'y être pour quelque chose. L'immense succès d'un des précédents livres de Mona Chollet, *Sorcières. La puissance invaincue des femmes,* montre qu'il y a une envie, un besoin de lire sur le sujet, de nous confronter à d'autres vies que la nôtre, ici et ailleurs, aujourd'hui et hier. C'est précisément cela, en nous poussant à relativiser, qui nous permettra de nous délivrer de la culpabilité. Un peu.

CULPABILITÉ

«La société sape l'image que les femmes ont d'elles-mêmes»

Ce sentiment empoisonne particulièrement la vie des femmes, constate l'autrice Mona Chollet dans son nouvel essai. Un phénomène entretenu par la disqualification millénaire du féminin.

Recueilli par
CÉCILE DAUMAS
et **MARLÈNE THOMAS**
Photo
CAMILLE MCOUAT

C'est un sentiment contradictoire, violent, persistant qui, comme une maladie auto-immune, s'attaque à nous-mêmes et nous ronge de l'intérieur. Qui n'a pas culpabilisé à l'idée d'en faire trop ou pas assez, de prendre des vacances alors que tout le monde a repris le chemin de l'école, d'avoir oublié l'anniversaire de sa mère ou de son meilleur ami, de délaisser ses enfants ou de trop les accabler? L'entreprise de culpabilisation s'infiltre dès le plus jeune âge – *«Redonne le jouet à ton petit copain, sinon, tu vas le rendre triste»* –, elle ne cesse de se répandre selon les injonctions de la morale *(«Qui aime bien, châtie bien»)*, de la religion (Eve ou le dénigrement du féminin), du culte du travail (on se réalise dans la douleur du labeur). Même les victimes de violences sexuelles sont soumises à cette entreprise de sape, comme l'a montré l'audience de mercredi du procès des viols de Mazan. *«J'ai appâté, j'ai fait semblant, j'étais ivre, j'étais complice… Il faut un sacré degré de patience pour supporter tout ce que j'ai pu entendre. Maintenant on montre ces photos prises à mon insu. En fait c'est moi la coupable, c'est ça ?»* s'est indignée Gisèle Pelicot, principale victime.

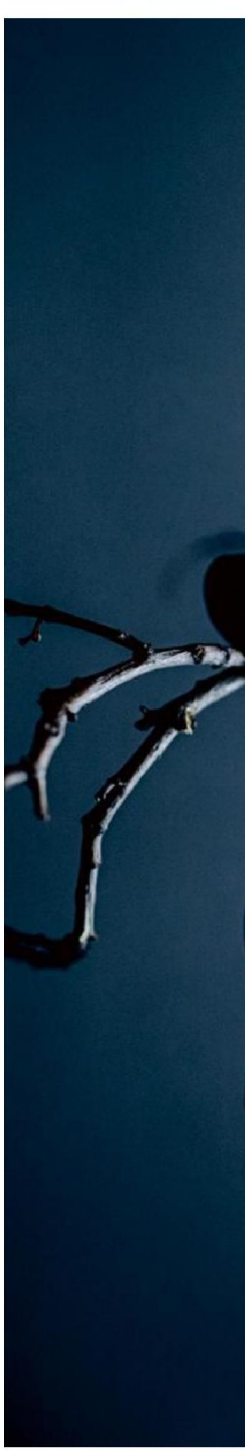
C'est sur *«ces empêchements d'exister»* que l'essayiste féministe à succès Mona Chollet consacre son dernier livre *Résister à la culpabilisation* (La Découverte, 2024). Au-delà de l'inversion de la culpabilité dans les affaires de violences sexuelles, elle évoque particulièrement cet *«ennemi intérieur»* qui sabote la vie des femmes, cette *«voix dans la tête»* qui rabaisse, accable, disqualifie celles qui sont trop ou pas assez maman, workaholic, sexy, mince, sportive, gourmande, etc. Comme dans ses livres précédents, de *Sorcières* à *Réinventer l'amour,* Mona Chollet démonte les mécanismes sociaux, culturels, moraux qui perpétuent les dominations et les mentalités désignant toujours aux femmes la place de subalterne. Vécu au plus intime de soi, ce dénigrement au quotidien s'enchâsse dans des logiques sociales et collectives, décrit Mona Chollet. Elle n'a pas renoncé à l'idée que nous pouvons vivre autrement.

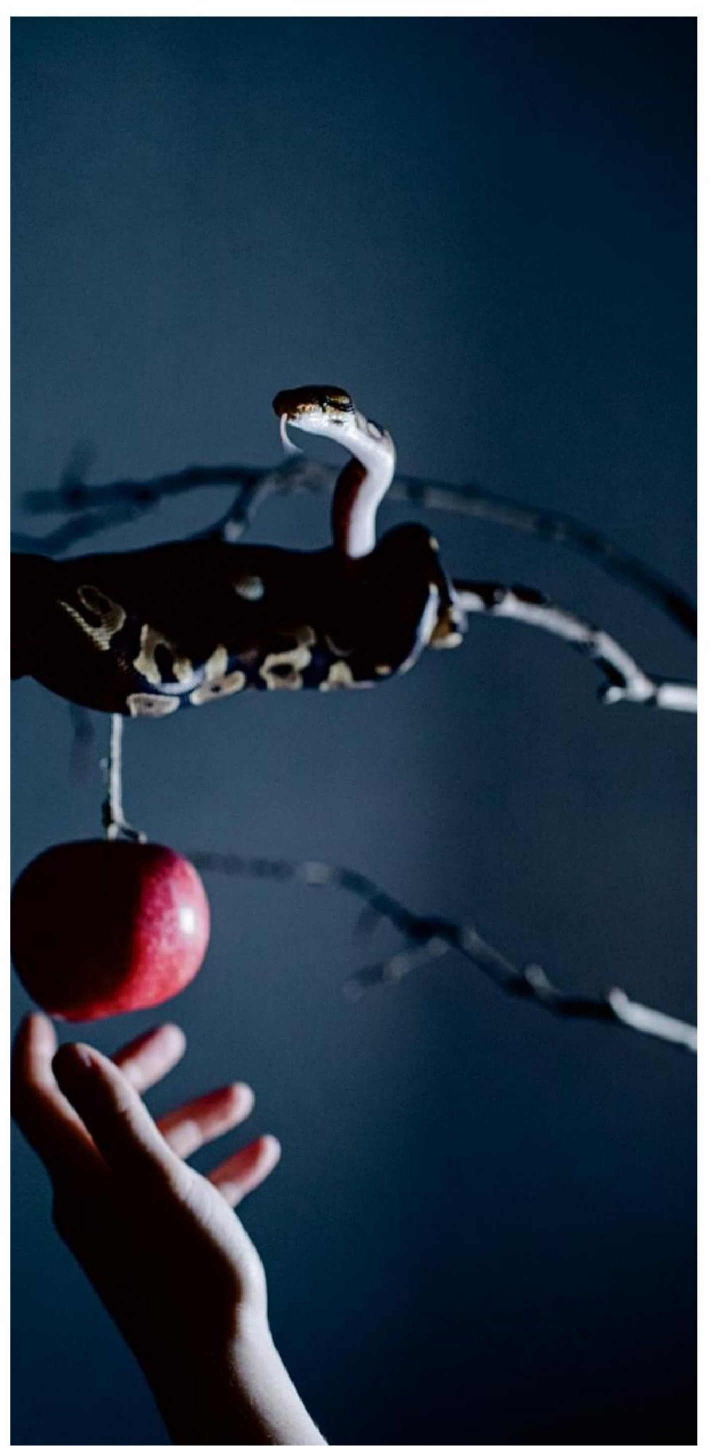
«Qu'est-ce que t'es conne», «t'es nulle !», pourquoi une grande majorité de femmes se reconnaissent-elles dans ces reproches adressés à elles-mêmes ?

En tant que femmes, nous grandissons dans une société où chaque jour (ou presque) nous sommes confrontées à des représentations négatives sur nous-mêmes. Nous sommes environnées de stéréotypes misogynes, de commentaires dépréciatifs. Ils finissent par saper notre image de nous-mêmes. Quand nous nous traitons de «conne», c'est l'intériorisation de toute cette atmosphère sexiste qui ressurgit. C'est d'autant plus troublant que cela semble venir du plus profond de nous-mêmes, de l'intime. En réalité, ce n'est que le reflet de la condition des femmes dans notre société. Nous pouvons lutter contre, mais il est impossible d'y échapper. Le mythe de Pandore, le personnage d'Eve dans la Genèse… notre culture nous dit, littéralement, que tout ce qui va mal est de notre faute, que sans nous, l'humanité vivrait encore au paradis. Nous pouvons penser que c'est aujourd'hui derrière nous, mais ces écrits ont profondément façonné notre culture. Les créationnistes y croient encore. Cela a fonctionné comme d'énormes amplificateurs de la misogynie.

Les dominant·e·s se sentent moins coupables?

J'ai été particulièrement marquée par ce constat en travaillant sur les violences conjugales pour mon livre *Réinventer l'amour.* Quoi qu'ils fassent, les hommes se sentent dans leur bon droit, trouvent des justifications, accusent même la femme d'avoir provoqué la violence avec des discours tels que «mais t'es insupportable, personne ne pourrait te supporter». Un homme avait démoli le visage de sa compagne et osait dire *«oui mais tu marques facilement».* Tout est bon pour se dédouaner. Mathieu Palain relatait, dans un reportage pour France Culture auprès de groupes de parole Suite page 4


Pour Mona Chollet,



le personnage d'Eve dans la Genèse fonctionne comme un amplificateur de la misogynie.

Famille, maternité, infidélité... Trois femmes témoignent

LAMIAE, 37 ANS, RESPONSABLE COMMUNICATION
«JE DOIS M'AUTORISER À MERDER, À MAL FAIRE»

«Récemment, ma mère me demande de lui rendre service en allant chercher un truc chez une tante. Je dois conduire quatre heures entre deux villes marocaines. Je n'en ai pas envie, je suis fatiguée. Mais je n'arrive pas à envoyer balader ma mère, je suis habitée par cette culpabilité qui fait que je ne me respecte pas moi-même, ni mes désirs. Si bien qu'à un moment, sur la route, je n'arrive pas à freiner : je fonce dans deux voitures. C'est là que je prends conscience de ma culpabilité pathologique. Avant, c'était une émotion diffuse, quelque chose d'asphyxiant. Maintenant, je mets des mots dessus et je regarde ce sentiment en face. Par exemple, si une copine m'envoie un SMS et que je tarde à répondre, j'essaye de ne pas y penser toute la nuit. Je ne bricole plus d'excuses pour dire pourquoi je n'ai pas fait ci ou ça, j'assume.

«C'est un truc que je trimballe depuis l'enfance. Je suis née au Maroc, dans une famille populaire et conservatrice. Quand les garçons font des conneries, ce n'est pas grave. Les filles doivent au contraire être parfaites, rendre les choses agréables aux autres, ne pas prendre de place. L'important, c'est que les autres soient contents de toi. Quand j'ai 2 ans et demi, ma mère quitte le foyer. Etre parfaite devient une question de survie : j'ai le sentiment que si je ne suis pas impeccable, je vais finir à la rue. A 10 ans, je rejoins ma mère en France. J'ai l'impression d'abandonner mon père et mes racines. C'est très commun chez les femmes immigrées. Une fois dans l'Hexagone, je ne me sens pas à la hauteur. Je suis en décalage. Ensuite, quand j'intègre Sciences-Po, j'ai le sentiment de trahir ma classe sociale. Aujourd'hui encore, la culpabilité s'infiltre, de façon pernicieuse, dans ma vie, mon couple, mon travail. Je sais que je dois m'autoriser à merder, à mal faire, à ne pas être la super fille, la super épouse, la super copine, la super manager. Je suis contente de m'en être rendu compte, à 37 ans, même si c'est long de défaire tout ça, parce que pour certaines femmes, ça n'arrive que bien plus tard.» *Recueilli par* **K.H.-G.**

MICHÈLE, 70 ANS, RETRAITÉE
«JE N'AI JAMAIS SU RENONCER, ME SACRIFIER»

«Je vais avoir 70 ans, et je vis seule depuis cinq ans. En 1995, j'ai 40 ans, un mari, deux filles de 4 et 10 ans. J'ai tout pour être heureuse, un travail à la télé qui me passionne, un emploi du temps souple. Mais je tombe amoureuse d'un autre homme, et je quitte le père de mes enfants. Je pleurais, j'étais triste, c'était douloureux, mais ça ne m'a pas retenue. J'étais suffisamment inconsciente pour ne pas me sentir coupable. Il y a toujours eu quelque chose de plus fort en moi que la culpabilité : un instinct de vie. A l'époque, le message principal du féminisme c'est "ne vous laissez pas aspirer par votre rôle de mère". J'ai essayé de tout mener de front, de tirer mon épingle du jeu. Je n'ai jamais su renoncer, me sacrifier. La culpabilité, si tu y mets un doigt de pied, tout y passe. Ce n'est que des années plus tard, en parlant avec mes filles, que je me suis rendu compte de cette radicalité. Aujourd'hui, j'ai des regrets, la culpabilité m'a rattrapée. Ma fille aînée, qui a aujourd'hui 37 ans, me dit : *"Heureusement que tu as quitté papa."* Mais mon autre fille a mal vécu cette période sans que je m'en rende compte. Ou plutôt, je n'ai pas voulu le voir. Le manque de culpabilité m'a empêchée de me poser certaines questions, sur la place très importante que j'accordais à mes histoires d'amour. J'aurais pu être plus en demi-teinte, faire autrement. Aujourd'hui, ma fille aînée a elle-même deux enfants tout jeunes. Elle vit entre les Vosges et Rennes, où elle travaille. Elle me ressemble dans ce caractère tout feu tout flamme. Je l'aide en m'occupant de mes petits-enfants pour lui offrir cette part de liberté qu'elle n'aurait pas autrement.» *Recueilli par* **Cl.Ma.**

ALEXANDRA, 34 ANS, INGÉNIEURE
«J'ASSUME NE PAS DÉSIRER ÊTRE EN COUPLE»

«Vers la fin de la vingtaine, je commence à me sentir anormale car pas heureuse en couple. Après quelques échecs et infidélités, je suis alors en couple monogame et engagé. Jusqu'au jour où on nous demande, à mon ex et moi, quand on fera des enfants. Je me rends compte que ça ne va pas du tout. Je décide de rompre. J'apprécie d'abord beaucoup la solitude mais mon entourage me met la pression pour rencontrer à nouveau quelqu'un. On me demande souvent si j'ai quelqu'un. J'ai dans mon entourage des femmes qui recherchent ardemment à faire LA rencontre. Et plus les années passent, plus la pression monte. A la sortie des confinements en 2021, je rencontre enfin les communautés sexpositives. Dans ces cercles, il y a des personnes hétéros qui se posent le même genre de questions sur le couple que dans les milieux queers déconstruits. Je décide progressivement d'arrêter de suivre le mouvement et de rester indifférente aux questions qu'on me pose sur ma vie affective. Aujourd'hui, j'assume ne pas désirer être en couple ou construire une famille. Je recherche plutôt un épanouissement personnel et communautaire. On se met beaucoup de pression par rapport au couple et à la famille par peur d'être isolé et par manque d'alternatives. Il y a beaucoup de personnes à qui ce schéma ne convient pas, qui font beaucoup trop d'efforts pour que ça fonctionne et pour satisfaire des attentes en face.» *Recueilli par* **F.Ba.**

Suite de la page 2 pour hommes violents, qu'il y avait une réassurance mutuelle: «Non, mais elle t'avait poussé à bout, c'est pas de ta faute.» A l'inverse, les victimes ont la conviction que c'est de leur faute, qu'elles n'ont pas été d'assez bonnes compagnes. Il y a un renversement des rôles.

Il y a aussi la suspicion de mensonge, très spécifique, faisant porter aux femmes victimes de violences sexuelles un lourd sentiment de culpabilité…

Nous retrouvons toujours la même inversion de la culpabilité. «Elle est fourbe, menteuse, manipulatrice. Elle fait semblant de souffrir.» Cela reprend la tradition des caricatures misogynes. Les femmes ont toujours été représentées de cette manière, et je pense que cela ressurgit de manière très violente, en particulier, quand elles accusent des hommes «respectables», des personnages que le public a appris à respecter. Ces témoignages interrogent tellement l'ordre social qu'il y a un besoin de disqualifier.

Le procès des viols de Mazan est-il en train d'inverser cette représentation même s'il met aussi à l'œuvre les mécanismes de culpalisation de la victime?

Nous voyons, de nouveau, l'expression de cette suspicion quand durant l'audience, sont posées à la victime, Gisèle Pelicot, des questions du type: *«Est-ce que vous étiez vraiment endormie?»* Lors de l'audience de mercredi des photos intimes d'elle sont montrées où elle sourit et semble consentante. Gisèle Pelicot l'a dit elle-même. *«On cherche quoi dans cette salle? A ce que je sois coupable?»* Il est frappant de voir comment elle est mise en accusation et maltraitée. Les vidéos existent pourtant, nous savons qu'elle était droguée et malgré tout, il y a ce doute. Et puis, faut-il qu'une femme soit sous sédation pour qu'on soit persuadé de son innocence? J'espère qu'avec le recul, nous pourrons nous dire que ce procès de Mazan aura été un moment de bascule dans l'opinion, de prise de conscience collective. J'arrive plutôt avec le désarroi de voir que ça n'a pas encore eu lieu..

L'une des expressions de la culpabilité est de s'excuser tout le temps… Est-ce lié à la propension des femmes à toujours se critiquer?

Cette tendance à sans cesse s'excuser au travail traduit le fait que les femmes évoluent dans une atmosphère pas complètement accueillante, c'est-à-dire façonnée par et pour des hommes. En s'excusant tout le temps, elles peuvent se confronter à une forme d'agacement. Ce qui revient encore à les culpabiliser. Pourquoi ressentent-elles le besoin de se comporter ainsi? S'excuser est l'expression de l'illégitimité, du sentiment de ne pas avoir de place.

Ou bien serait-ce au contraire une façon de défier les normes dominantes?

Ce fut un sujet de discussions entre féministes, en particulier, dans le monde anglophone. A une époque, les articles affluaient pour dire: «Ça suffit, il faut arrêter de s'excuser, il faut supprimer tous nos mots d'excuse dans les mails.» A l'inverse, d'autres féministes rétorquaient: «Pourquoi est-ce que ces rapports de travail très virils, brutaux, seraient-ils normaux?»

Même si au départ, cette tendance à s'excuser provient d'un scrupule excessif chez les femmes, ce comportement peut être tout aussi valable que ceux arrogants formant malheureusement la norme. Il peut aussi s'agir d'une stratégie dans un environnement ouvertement hostile. Beaucoup de femmes se sentent obligées de jouer profil bas, d'avoir un langage d'humilité, à défaut de quoi elles se font hurler dessus.

Vous inscrivez cette culpabilité dès le premier âge, résultat de notre éducation, qui, loin d'être bienveillante comme souvent dénoncée, serait au contraire trop culpabilisante, selon vous.

Longtemps, il a été dit dans le christianisme que les enfants qui mouraient sans être baptisés allaient droit en enfer. L'enfant naissait mauvais, il fallait le dresser. A écouter des spécialistes de l'éducation très médiatiques, cette diabolisation perdure sous une forme laïque. Nous avons encore une éducation basée sur la culpabilité où l'enfant est vu comme un élément perturbateur. Il dérange, comme si toute sa vitalité, pas bien canalisée, était malvenue et qu'il fallait la réprimer. Selon la psychanalyste Alice Miller (1923-2010), quand les parents voient l'exubérance et la nature désirante de leur enfant, ils sont confrontés inconsciemment à ce qui a été refoulé chez eux-mêmes, enfants. La répression se reproduit d'une génération à l'autre. C'est la culpabilisation du simple fait d'être un être humain avec de l'énergie, des envies, de la vitalité.

Vous insistez, au-delà de la genèse et du péché originel, sur la querelle des femmes, cette gigantesque polémique sur leur place dans la société née au Moyen Age, qui serait un ancrage tout aussi important de cette culpabilité…

Pendant des siècles, le monde intellectuel européen, et en particulier français, s'est demandé si on pouvait ou non sauver les femmes, si elles étaient ou non des créatures complètement maléfiques. Cette discussion a pris la forme de productions littéraires, de caricatures, très violemment misogynes. D'après l'historienne Eliane Viennot, cette polémique a pris de l'ampleur au moment de la création des universités, où des diplômes devenaient nécessaires pour accéder à certaines charges. Une concurrence s'est amorcée pour obtenir les places.

A cette même époque, se développe le discours antisémite permettant d'écarter les Juifs de ces postes et le discours misogyne pour éloigner les femmes, et les disqualifier. Pour Eliane Viennot, c'est un crime assez parfait: par la suite, les intellectuels se sont dédouanés de ce méfait, répandant l'idée que la misogynie était uniquement la faute du clergé.

Vous relevez que la culpabilité des mères, encore très prégnante, est relativement récente. Comment s'est-elle construite?

Elle a émergé au XIX^e siècle. C'est l'ange du foyer décrit par Virginia Woolf. Elle existe toujours, évolue, renaît sous d'autres formes. Aujourd'hui, Instagram fait partie des canaux de diffusion de ces images tyranniques de maternité absolument parfaite, de femmes sur tous les fronts. Cette pression sape souvent la solidarité entre femmes. Quand vous ressentez une telle injonction à vous conformer à un modèle de perfection et que vous êtes anxieuse de ne pas y arriver, l'un des moyens de se rassurer est de se dire que vous y arrivez mieux que telle autre, de vous dire: «Bon d'accord, moi, ça ne va pas très fort, mais elle vraiment, c'est une catastrophe!» Cela empêche de partager son vécu.

J'ai été aussi marquée par le flicage par l'entourage. Chaque fois qu'une femme, devenue mère, veut avoir des moments où elle existe en tant qu'individu, c'est vécu comme une trahison, un abandon de l'enfant. Marie Darrieussecq racontait qu'elle écrivait dans sa chambre, à la maternité et qu'une sage-femme la voyant en train d'écrire, lui a dit *«ça va empêcher la montée de lait»*.

Le militantisme féministe ou écologique peut aussi provoquer un sentiment de culpabilité. Pour vous, l'éthos militant s'apparente à celui de la religion…

Est-ce que je suis une assez bonne féministe, une assez bonne écologiste? J'ai vécu et beaucoup vu cette anxiété individuelle. A partir du moment où on a des convictions, on devrait les incarner parfaitement et tout le temps, mais c'est impossible dans un monde sexiste et pas du tout écolo. Que le militantisme se réduise très souvent à se fliquer soi-même et à fliquer les autres, en relevant le moindre geste ou mot de travers, représente un poids.

Dans le christianisme, des générations de chrétiens se sont demandé: «Est-ce que je suis assez bien pour Dieu?» Toute cette énergie pourrait être utilisée à combattre les oppressions et les systèmes de domination dénoncés. Cela fait écho avec ce qu'on vit aujourd'hui dans le militantisme.

Ce sentiment de culpabilité est-il lié à un sentiment d'impuissance?

Plutôt de toute puissance! On se sent coupable parce qu'on voudrait tout contrôler et qu'on ne veut pas s'avouer démuni. Donc, le sentiment de culpabilité, s'il arrive quoi que ce soit à son enfant ou à soi-même comme un viol, sera peut-être… préférable parfois à l'acceptation d'une part d'impuissance. C'est une manière de se cramponner à l'idée qu'on a un moyen infaillible d'agir sur les choses, alors que ce n'est pas le cas.

Parfois, se libérer de la culpabilité, passe par le fait de reconnaître que le viol, c'est la faute des violeurs uniquement. Et puis, dans les autres cas, pour ce qui est des accidents, des malheurs imprévisibles, cela implique d'accepter qu'on ne maîtrise pas tout. Ce qui nous ramène encore au péché originel. Saint Augustin pensait que même la mort n'existerait pas si Adam et Eve n'avaient pas péché, ce qui leur donne un pouvoir immense.

Comment résiste-t-on à la culpabilisation quand on ne peut pas agir directement sur les déterminismes sociaux?

C'est toujours utile de semer des petites graines, simplement en essayant de comprendre ce qui se passe. On n'a pas toujours les moyens de se libérer des situations dans lesquelles nous sommes prises, mais on peut au moins ne pas en être dupe. Le fait d'avoir conscience des relations de pouvoir et de domination est un garde-fou et un gardien de notre santé mentale. Connaître l'histoire de la misogynie et l'histoire des femmes me donne l'impression de retrouver un peu de prise sur ma vie. Ce sont des petites prises de conscience qu'on propage et qu'on essaye de partager, de proche en proche.

Alors, notre modèle ne devrait-il pas être celui du chat?





Beaucoup de femmes se sentent obligées de jouer profil bas. PHOTO CAMILLE MCOUAT

Si on aime tellement les chats sur Internet, c'est parce qu'ils ont ce côté complètement détendu. Jamais un chat va se demander s'il a été assez productif. Ce qu'on projette sur eux est comme un exutoire imaginaire. On leur demande de porter finalement toutes les manières de vivre qu'on n'ose pas adopter. Comme ce chat qui dit: «J'ai dormi que vingt-deux heures aujourd'hui, je ne me sens pas très bien.» Le chat symbolise ce côté marginal et rebelle, indépendant. Il ignore la culpabilité. ◆

Une émotion inéquitablement répartie

Femmes, personnes racisées, enfants… Nous ne sommes pas tous égaux face à la culpabilité. Cette dernière est façonnée par les rapports de pouvoir et les inégalités.

Dans son dernier essai *Résister à la culpabilisation* (éd. la Découverte), Mona Chollet évoque cette *«voix dans sa tête»* qui *«l'accable d'injures»*, la *«condamne irrévocablement»*. La culpabilité travaille chacun d'entre nous, mais certainement d'aucuns plus que d'autres. Pourquoi ne sommes-nous pas tous égaux face aux entreprises de culpabilisation? Comme la colère, la culpabilité est, pourtant, une émotion sociale courante, assez banale, utile même. Impliquant l'autre, elle est fabriquée avec deux ingrédients: l'impression d'avoir fait du tort à quelqu'un, le sentiment d'avoir transgressé les normes morales du bien et du mal.

«La culpabilité n'est pas intrinsèquement mauvaise, explique Aurélien Graton, maître de conférences au Laboratoire de psychologie sociale à l'université Paris-Cité. *Si vous avez oublié l'anniversaire de votre meilleur ami et que vous vous sentez coupable, ce n'est pas forcément une mauvaise chose de l'inviter au restaurant. Aller s'excuser ou chercher à réparer est un processus adaptatif, un mécanisme essentiel de régulation de la relation à autrui.»* Si ce doute culpabilisateur n'existait pas, la vie en société serait passablement infernale. La volonté de réparer, qui accompagne généralement le sentiment de faute, développe chez le sujet des comportements altruistes, amplifie le sens des responsabilités, pacifie la vie en société. Plus intimement, la réparation apaise le sentiment coupable chez l'individu.

Éminemment morale

Mais comme face à un film d'horreur, nous ne réagissons pas tous de la même façon quand la petite voix se fait entendre. Au-delà des caractères et des personnalités individuels, l'appartenance à tel ou tel groupe social va se révéler déterminante. *«La culpabilité qu'on ressent intérieurement est fortement liée à l'environnement social, culturel, économique, à la façon dont nous sommes rattachés à des groupes sociaux plutôt dominés ou pas, déclassés ou pas, discriminés ou pas»*, analyse Aurélien Graton. Ce sera la culpabilité de la mère de famille qui ne passe pas assez de temps avec ses enfants, celle du travailleur subalterne en entreprise s'inquiétant de mal faire, ou de l'étranger qui a peur de prendre trop de place. Éminemment morale, l'émotion coupable se montre tout autant sociale, façonnée par les rapports de pouvoir et les inégalités, mais aussi par la définition que nous arrêtons du bien et du mal.

Si on reprend le cas de Gisèle Pelicot, comme toute victime de violences sexuelles, elle est soumise à une culpabilisation liée à la représentation de la sexualité féminine, à la place des femmes dans la société, au dénigrement ancestral du féminin. L'un des avocats de la défense lui a ainsi demandé: *«Vous n'auriez pas des penchants exhibitionnistes que vous n'assumeriez pas?»* Depuis son arrivée dans la salle d'audience du procès des viols de Mazan, elle dit se sentir *«humiliée». «Avec tous les débats, j'ai l'impression d'être la coupable et les 50 victimes sont derrière moi.»*

La «peur du gendarme»

Assez logiquement, les individus en situation de domination dont la légitimité sera plus fragile (femmes, enfants, personnes racisées…) seront plus enclins à douter et à s'attaquer à eux-mêmes. D'autres, au contraire, tel cet écrivain célèbre, aujourd'hui décédé, cité par Mona Chollet dans son livre, peuvent affirmer tranquillement qu'ils ne sont pas *«doués pour la culpabilité»*. L'arrogance est visiblement un antidote puissant qu'aura moins de chance d'éprouver une mère qui vient d'oublier son enfant à la crèche. Elle questionnera davantage son oubli (suis-je égoïste?), se remettra davantage en question (suis-je une «bonne mère»?). Comme le rappelle le psychologue Aurélien Gratton, les femmes ne sont pas naturellement sujettes à la culpabilisation, la société les y encourage grandement.

L'ethnopsychanalyste Georges Devereux estimait qu'on ne peut parler de culpabilité sans d'abord évaluer la *«peur du gendarme»*, représentation de l'ordre tel qu'il est établi, avec ses dispositifs de surveillance et de punition afférents. Freud insistait logiquement sur la part inconsciente de ce sentiment qui n'a pas besoin qu'une faute soit réellement commise, pour qu'un sujet se vive comme coupable. Il parle de *«conscience d'une culpabilité inconsciente»*, renvoyant à la bataille sans fin que se livrent en chacun de nous le moi et le surmoi, notre gendarme psychique. Décalque du premier, réel et en uniforme, cet autre gardien de l'ordre peut nous empoisonner la vie tout autant.

CÉCILE DAUMAS

ÉTATS-UNIS Dans l'Ohio, une ville en proie au délire raciste de Trump

Les Haïtiens de Springfield, qui ont contribué à la renaissance de cette cité sinistrée, sont les victimes au quotidien d'une rumeur propagée par l'ex-président qui les accuse de dévorer les animaux de compagnie.

REPORTAGE



Claude Coq Jr. a créé à Springfield son entreprise de traduction et d'assistance technique.

Texte et photos par
JULIEN GESTER
Envoyé spécial à Springfield

Elle se rappelle distinctement *«le feu»*, *«le bruit des balles»*, le temps *«où les blancs se tenaient d'un côté, les noirs de l'autre»*, et ces émeutes qui, dans les années 60, embrasèrent son coin de l'Ohio, jusqu'à emporter son cousin, tué par une horde raciste. Pour rien au monde Denise Williams ne voudrait revivre cela. Mais la pesanteur de l'air ces jours-ci dans la ville de Springfield la renvoie à un climat familier de hantise et de violence latente: *«Chaque jour, je crains que ça explose en massacre»*, se désole d'une voix éprouvée mais puissante la septuagénaire coiffée d'un élégant carré blanc, qui préside l'antenne locale de l'organisation antiraciste NAACP (l'«Association nationale pour la promotion des personnes de couleur», fondée en 1909). *«Ce poison qui se répand dans notre ville est insensé*, enrage-t-elle. *Ces gens nous doivent des excuses.»*

Ce *«poison»*, c'est une rumeur méchante visant la communauté haïtienne et ses pratiques alimentaires fantasmées, qui en quelques semaines s'est répandue depuis Springfield et ses rues bordées de pavillons de brique décatis, après macération dans les groupes Facebook de voisinage, jusqu'à proliférer dans toutes les sphères en ligne de l'extrême droite américaine. Quant à *«ces gens»*, il s'agit de Donald Trump et de son colistier J.D. Vance, qui ont élevé la légende urbaine locale au rang de fait majeur de leur campagne présidentielle.

Sénateur de l'Ohio, Vance s'est chargé le premier de promouvoir le 9 septembre ce bruit selon lequel les animaux domestiques des braves gens de Springfield (chats, chiens, canards…) s'évanouiraient mystérieusement, pour être gueuletonnés en douce selon des rites exotiques et barbares par ces nouveaux voisins haïtiens issus d'une importante vague d'immigration récente. Une fable aussitôt démentie et dénoncée comme telle par les autorités locales, en l'absence de preuve solide. Mais l'intox n'en sera pas moins versée pour de bon, dès le lendemain, à la conversation nationale, tandis que Donald Trump s'époumonait en plein débat télévisé face à Kamala Harris qu'*«à Springfield, ils mangent les chiens. Les gens qui sont arrivés… mangent les chats. Ils mangent… les animaux de compagnie des gens qui vivent là»*.

La tirade de l'ex-président passera pour une énième de ces bouffées d'outrance raciste dont le bréviaire trumpien est très encombré – si bien que plus grand monde ne s'en émeut vraiment, sinon pour s'en amuser. Les jours suivants, elle n'a donc cessé de ricocher sur les réseaux sociaux à l'état de déclinaisons, remix et détournements à toutes les sauces, plus ou moins cocasses. Mais à Springfield même, les effets de ces onze secondes d'éructation, diffusées en direct à 67 millions de téléspectateurs, ne font rire personne.

OPÉRATION RECRUTEMENT DU KU KLUX KLAN

Dans le sillage des mots de Trump, des dizaines d'alertes à la bombe ont provoqué jour après jour l'évacuation de bâtiments municipaux, d'écoles, d'hôpitaux, de commerces. Des figures de la vie locale et leurs familles ont été assaillies de menaces de mort. L'université publique a dû geler ses activités sur le campus. Les Proud Boys, une milice néofasciste, se livraient ce week-end dans les rues à une parade d'intimidation tandis que les flyers d'une opération recrutement du Ku Klux Klan étaient disséminés dans les boîtes aux lettres, appelant à *«l'expulsion massive»* des Haïtiens, *«ces bêtes des champs»*.

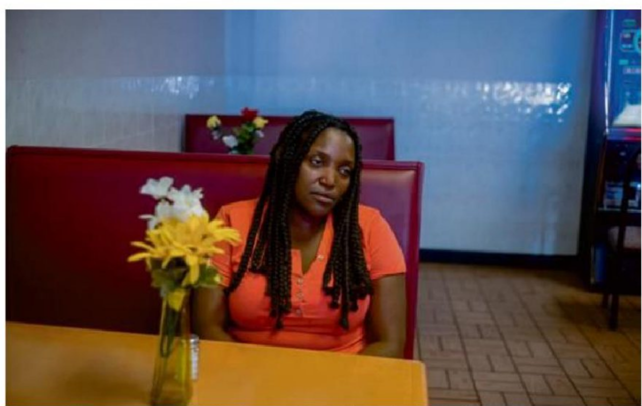
Trump lui-même, pressé maintes fois de se corriger ou d'exprimer un regret au regard de la toxicité et de l'absence totale de fondement de ses imprécations, a préféré réitérer, par la promesse de *«sortir ces gens»* de Springfield par de *«grandes expulsions»* des Haïtiens pour *«les ramener au Venezuela»*. Quant à Vance, qui refusait lui aussi de désarmer, il aura fini après des jours de renchérissement par livrer cet aveu de falsificateur et pyromane impénitent: *«Si je dois créer des histoires pour que les médias américains prêtent attention à la souffrance du peuple américain, c'est ce que je ferai.»*

Vu de Keket Bongou, l'un des deux restaurants haïtiens de la ville, les ravages de cette stratégie s'insinuent partout. Ce sont les menaces qui forcèrent l'établissement à fermer l'autre jour, à la hâte, sur ordre

de la police, ou encore cette hostilité de moins en moins larvée qui vit la patronne, Ketlie Moïse, et sa fille Katiana, se faire *«jeter»* de la laverie où elles ont leurs habitudes – *«sur le moment on n'a même pas compris pourquoi, c'est grave»*, s'emporte la mère, qui a besogné à la chaîne dans les usines du coin depuis 2019 avant de pouvoir ouvrir en mai son affaire, qui pour l'heure marche *«couci couça»*.

C'est, aussi, ces persécutions affichant le visage rigolard de la xénophobie la plus ordinaire, comme quand les collégiens se mirent tous à miauler sur le passage de Josinsqui Deronceray devant l'école où elle était venue chercher sa fille. Elle a les traits tirés, le sourire triste, et s'excuse de ses yeux gonflés par les nuits consumées dans l'anxiété et les pleurs, quand on la retrouve une semaine après le funeste débat présidentiel, attablée entre une assiette de plantains frits et la photo pâlie d'un palmier. A 43 ans, débarquée en 2018 avec ses multiples diplômes de droit et de commerce, elle fait figure de briscarde d'une communauté estimée aujourd'hui à environ 15 000 nouveaux arrivants, venus *«trouver une vie meilleure pour nos enfants»* quand leur pays s'enfonçait dans l'insécurité et le règne ultraviolent des gangs.

La plupart n'ont rien des «clandestins» décriés par Trump et Vance mais bénéficient d'un statut de protection temporaire mis en place par l'administration Biden – comme pour les Ukrainiens –, voire étaient déjà installés ailleurs aux Etats-Unis. Les premiers arrivés à Springfield ont trouvé une ville en déshérence, *«mourante, il y avait des ordures partout»*, se souvient Josinsqui Deronceray. Une ville appauvrie par la fuite des industries de la *Rust Belt*, meurtrie par l'épidémie d'addiction aux opioïdes et son empreinte de mort et de misère, inexorablement délaissée par ses services publics à mesure que s'envenimaient les conditions de vie et que décampaient ses habitants: de 82 000 en 1960, ils n'étaient plus que 58 000 en 2020.


Josinsqui Deronceray, multidiplômée, est arrivée à Springfield en 2018.



Un tract du Ku Klux Klan trouvé dans des boîtes aux lettres et sur des pare-brise à Springfield.

«IL Y AVAIT DU TRAVAIL, LES SALAIRES ÉTAIENT BONS»

Mais la région, rendue à nouveau fertile par ses faibles coûts et des années de politiques d'attractivité, ne manquait alors pourtant pas de jobs à pourvoir. Certains employeurs, qui trouvaient la main-d'œuvre locale trop rare, ou trop peu fiable du fait des maux fracassant les jeunes existences alentour, firent même appel à des recruteurs spécialisés dans l'immigration récente. Et *«les maisons n'étaient pas plus jolies qu'ailleurs, mais il y avait du travail, les salaires étaient bons»*. La quantité de logements à l'abandon, ou très peu chers, prêts à être investis chichement par plusieurs familles ou couples tassés dans une pièce le temps de se lancer, a achevé d'en faire un horizon d'opportunité, dont le mot est passé entre compatriotes, attirant en cinq ans l'équivalent d'un quart de la population de la ville, au gré des regroupements amicaux et familiaux.

Claude Coq Jr., dont la silhouette dandy passe la porte du restaurant, a été lui aussi des premières vagues: *«Beaucoup ont commencé comme ça, à s'élever, grandir, et faire grandir la communauté de Springfield avec nous.»* Ce psychologue de formation relate combien il a travaillé dur, depuis son arrivée fin 2018, afin de passer de boulots dans les entrepôts à des missions d'interprétariat pour les institutions locales, jusqu'à créer son entreprise et en établir fièrement le bureau dans une vieille bâtisse muée en incubateur sentant le neuf, juste en face de l'hôtel de ville.

> «En période électorale, on fabrique des attaques. En 2016, c'était les Mexicains, et aujourd'hui c'est contre nous. C'est malheureux.»
> **Gilbert Fortil** de la radio New Diaspora Live

Sous le même toit abritant depuis peu bars et restaurants coquets, ses amis ont aussi établi le studio d'une radio populaire, New Diaspora Live, depuis lequel ils font résonner les voix de leur communauté. L'un d'eux, Gilbert Fortil, insiste avec une bonhomie pincée, qu'*«il y a aussi des malentendus avec la population plus ancienne parce que certains ne voient pas que beaucoup d'entre nous sommes des entrepreneurs, qui avons dû laisser des entreprises, des maisons au pays, et que nous arrivons avec de l'expérience, des compétences, des économies. Nous ne venons pas profiter de leurs privilèges, mais pour contribuer et bâtir.»* Il jure refuser le découragement, malgré ce constat amer: *«En période électorale, on fabrique des attaques. En 2016, c'était les Mexicains, et aujourd'hui c'est contre nous – c'est malheureux.»*

La communauté a ainsi prospéré, lancé des entreprises, des commerces, et attiré des investisseurs, inversant la décrépitude au long cours de quartiers entiers au sud de l'agglomération. On commence même à surnommer «Little Haïti» un faubourg naguère connu comme «Little Kentucky», en allusion aux populations arrivées du Sud il y a trois ou quatre générations pour fuir l'extrême pauvreté des Appalaches. Des *«bouseux tarés qu'il ne fallait surtout pas approcher à moins de les connaître, parce qu'ils vous auraient canardé»*, assure à travers un sourire édenté Bonnie Hall, une vieille résidente de la ville et employée d'une échoppe voisine du restau, dans des termes assez peu amènes pour ceux qui étaient les ancêtres de J.D. Vance. Selon elle, trop de gens veulent attribuer aux derniers arrivés un déclin *«qui était là, très profond, avant eux»*.

Mais la soudaineté de cette métamorphose ne va pas sans susciter quelques crises de croissance. Des services sociaux, sanitaires et scolaires vite débordés, d'autant qu'il s'agit d'accueillir et prendre en charge du jour au lendemain une foule de patients et d'élèves encore à la peine en anglais. Ou encore, un marché immobilier passé en quelques années de la désolation à la surchauffe, au risque d'une raréfaction des logements abordables, et notamment de ceux longtemps mobilisés par la municipalité au service de la considérable population de personnes sans abri, que les bailleurs préfèrent aujourd'hui relouer à prix fort aux travailleurs haïtiens qui en ont les moyens.

Le choc des cultures suscite aussi sa part d'incompréhensions et de désordres, comme sur les voiries mal en point de la ville, où plusieurs accidents ont cristallisé un peu plus qu'ailleurs les rancœurs. On ne conduit pas sur les routes de Springfield comme celles de Port-au-Prince, et la loi de l'Ohio autorisant tout adulte à passer le permis sans cours de conduite préalable n'a pas aidé à l'harmonisation des pratiques. L'été 2023, la collision d'un car scolaire et d'un minivan conduit par un Haïtien a coûté la vie d'un enfant de 11 ans et blessé une vingtaine d'autres. Les parents endeuillés de la victime ont dû prendre la parole lors d'un récent conseil municipal pour exiger que leur drame cesse d'être instrumentalisé par une frénésie raciste jamais retombée depuis.

«CES GENS QUI NOUS EN VEULENT TANT»

Bien avant que ne prospèrent les racontars sur chats, chiens et canards, un terreau de tensions s'est ainsi épaissi au fil des mois, sur la base de ce que beaucoup d'Haïtiens vivent comme des *«jalousies»* mal placées. La municipalité a enchaîné les réunions houleuses, où s'opposent déclarations de fraternité et déchaînement d'une parole xénophobe, qui se croit dépossédée des aides sociales par des intrus.

«Il y a des femmes qui me disent au supermarché qu'elles en ont assez de faire la queue plus longtemps à cause de nous», se désespère Josinsqui Deronceray. *«On souffre de cela avant tout à cause d'une minorité extrémiste et de l'influence du politique»*, insiste Claude Coq Jr., qui trimballe dans sa serviette le pamphlet terrible du Ku Klux Klan, trouvé sur le pare-brise de la voiture d'un ami.

Aujourd'hui, Josinsqui Deronceray se dit tiraillée par la tentation de la fuite, pour recommencer ailleurs. Mais plus encore par une *«frustration, pas tant contre les gens d'ici, que de ne pouvoir rentrer dans mon pays, quand ma dignité est piétinée. Qu'on me rende mon pays!»* Les prises de parole publiques du maire et du gouverneur de l'Ohio, tous deux républicains, *«ont fait du bien»*, en appelant à l'aide financière de l'Etat fédéral et, surtout, à ce que cesse la féroce campagne de désinformation contre la population immigrée. Ainsi, *«ils ont réchauffé le cœur de personnes qui, comme moi, pensaient déjà à faire leurs valises»*, convient la mère de trois enfants, dont le compagnon n'est pas décidé à tout abandonner. Mais, menace-t-elle presque, à son tour, *«ces gens qui nous en veulent tant seraient surpris du nombre d'entre nous qui avons déjà acheté des maisons, fondé des entreprises, loué des locaux. A votre avis, si nous partons, quel effet cela aura-t-il sur l'économie de Springfield?»* ◆

Gouvernement Barnier et Macron, pour un oui aux 38 noms

Au terme d'une journée riche en consultations et coups de pression, le Premier ministre a proposé jeudi soir au chef de l'Etat une longue liste incluant 16 ministres de plein exercice, moins à droite que la première mouture et sans Laurent Wauquiez, qui a refusé Bercy.

Par **JEAN-BAPTISTE DAOULAS** et **LAURE EQUY**



Laurent Wauquiez a refusé jeudi l'Economie et les Finances. PHOTO LUDOVIC MARIN. AFP



Edouard Philippe à Matignon, jeudi. PHOTO LUDOVIC MARIN. AFP

Il lui aura fallu deux semaines pour revenir à l'Elysée avec une liste de ministres à valider. Nommé à Matignon le 5 septembre, Michel Barnier a proposé jeudi soir à Emmanuel Macron *«un gouvernement prêt à agir au service des Français»*, selon un communiqué de ses services. L'épilogue d'une dernière journée de crise au sein de la coalition de droite et du centre que le Savoyard s'escrime à bâtir malgré les *«lignes rouges»* des uns et des autres. En milieu d'après-midi, le Premier ministre a réuni à Matignon les *«responsables des forces politiques et groupes parlementaires prêts à soutenir l'action du futur gouvernement»*. C'est-à-dire les patrons des parlementaires LR, Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, et de l'ex-majorité présidentielle, Gabriel Attal (Renaissance), Marc Fesneau (Modem), Edouard Philippe (Horizons), Hervé Marseille (UDI) ou Laurent Hénart (Parti radical). Que des hommes – à l'exception de Maud Gatel, venue représenter le Modem avec Fesneau – comme au temps de la macronie triomphante.

Barnier leur a présenté *«l'architecture et les équilibres»* de son futur gouvernement. D'après un compte rendu de la réunion livré par Attal à ses députés, il comptera 38 membres, dont 16 ministres de plein exercice. Sept portefeuilles reviendraient aux macronistes, trois à LR, deux au Modem, un à Horizons et à l'UDI, sans oublier deux maroquins attribués à une personnalité *«divers droite»* et à une mystérieuse recrue *«divers gauche»* – après que Barnier a essuyé de multiples refus côtés socialistes. Un décompte, que l'entourage de Barnier, sollicité par *Libération*, se refusait à commenter jeudi soir, alors que des noms commençaient à fuiter de toutes parts. Laurent Wauquiez s'est lui-même chargé d'annoncer à ses députés qu'il avait refusé Bercy – *«J'avais dit que j'irais uniquement si je pouvais être utile au ministère de l'Intérieur»* – et leur a détaillé la liste des responsables LR que Michel Barnier devait, selon lui, proposer au président de la République, et que ce dernier pourrait encore retoquer: Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur, Patrick Hetzel à l'Enseignement supérieur, Annie Genevard à l'Agriculture. LR devrait également hériter de six ministères délégués et secrétariats d'Etat, précise Wauquiez qui cite, parmi les profils soumis par le Premier ministre à l'Elysée, Othman Nasrou à la Laïcité, Jean-Louis Thiériot aux Anciens Combattants, Laurence Garnier à la Famille, Sophie Primas au Commerce extérieur et au Tourisme ainsi que François-Noël Buffet à l'Outre-Mer.

«ON VA AIDER MICHEL»

S'il fallait une preuve de l'affaiblissement de l'exécutif face au Parlement depuis la dissolution, cette divulgation du casting sans attendre son annonce officielle sur le perron de l'Elysée en est une. Selon l'AFP, Michel Barnier devait aussi proposer de promouvoir le ministre chargé de l'Europe, Jean-Noël Barrot (Modem) au quai d'Orsay et maintenir aux Armées Sébastien Lecornu. Un fidèle de François Bayrou et un proche d'Emmanuel Macron, pour les deux postes qui constituent le domaine réservé du chef de l'Etat.

Le squelette de l'équipe Barnier reflète un rééquilibrage, après une première version retoquée par Emmanuel Macron car jugée trop à droite. En s'arrogeant un peu moins de la moitié des ministères de plein exercice, malgré leur défaite aux législatives, les macronistes dissipent définitivement le *«parfum de cohabitation»* que prétendait diffuser l'Elysée. *«On va aider Michel dans sa difficile mission. Mais ce ne peut pas être la continuité du en même temps, il faut une rupture avec les années écoulées»*, a prévenu Wauquiez devant ses troupes, faisant remarquer que leur représentation au gouvernement, autour de 20 %, est *«largement en dessous»* de leur poids à l'Assemblée et au Sénat.

Michel Barnier et ses nouveaux «alliés» reviennent de loin. Vingt-quatre heures avant cette réunion – dont le format élargi a été proposé par Gabriel Attal, selon son entourage –, les macronistes, exaspérés d'être maintenus dans le flou sur la ligne politique, en particulier fiscale, et inquiets de voir LR faire main basse sur les principaux postes, avaient brandi la menace de retirer leurs billes. Le Premier ministre s'était braqué, annulant coup sur coup un entretien avec une délégation du groupe EPR et un autre rendez-vous avec le triumvirat LR. Jeudi matin, Matignon, où se sont rendus successivement les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, décrétait sèchement que cette nouvelle journée de consultations serait la *«dernière»*.

FEUILLE DE ROUTE

Depuis deux semaines, les députés EPR se sentaient méprisés par ce Premier ministre qui fait peu d'efforts pour les séduire, pire, déclare découvrir, horrifié, la *«très grave»* situation budgétaire laissé par le précédent exécutif. Jeudi soir, ils se satisfaisaient d'un échange plus constructif. *«On a le sentiment d'être respectés»*, lâche un parlementaire. *«Notre insistance pour obtenir des réponses a payé»*, notait-on dans l'entourage de Gabriel Attal. Lors d'un précédent entretien lundi, Michel Barnier, pressé par son prédécesseur de clarifier ses intentions, avait rétorqué qu'il ne comptait pas lui dérouler sa *«déclaration de politique générale avant la déclaration de politique générale»*. Jeudi, Attal l'a entendu proposer aux ténors de sa coalition de construire cette feuille de route, qui doit être présentée le 1er octobre à l'Assemblée nationale, avec les présidents de groupe. Dans un communiqué, Matignon énumère, de son côté, les *«priorités»* réaffirmées par le Premier ministre: *«améliorer le niveau de vie des Français et le fonctionnement des services publics»*, *«garantir la sécurité, maîtriser l'immigration et faire progresser l'intégration»*, *«encourager nos entreprises et nos agricul-*



Maud Gatel (secrétaire générale du parti) et Marc Fesneau pour le Modem. PHOTO MICHEL EULER. AP



Gabriel Attal avait été épouvanté par une hypothétique hausse d'impôts. PHOTO L. MARIN. AFP

teurs et conforter l'attractivité économique», *«maîtriser nos finances publiques et réduire la dette écologique».*
Epouvantés par une hypothétique hausse d'impôts à l'étude, évoquée sans précisions par le Premier ministre devant certains interlocuteurs, Gérald Darmanin et Gabriel Attal avaient rué dans les brancards et défendu la stabilité fiscale, érigée en dogme depuis 2017. L'ex-chef du gouvernement a rassuré ses troupes jeudi, garantissant qu'il n'y aurait *«pas de hausse d'impôts sur les classes moyennes et les Français qui travaillent, ce qui est vital pour nous».* Ce que confirme Laurent Wauquiez à ses députés, tout en rapportant la piste de *«possibles contributions ciblées pour rétablir de la justice fiscale». «De mon côté, j'ai insisté sur le fait que l'augmentation du pouvoir d'achat se fasse par la revalorisation du travail»,* glisse le président du groupe La Droite républicaine à l'Assemblée nationale.
Sur un autre dossier inflammable en macronie, l'immigration, Attal a noté le diptyque *«rigueur et humanité»,* invoqué par Barnier. Une déclaration de principes qui ne mange pas de pain. Quid de l'aide médicale d'Etat que LR voudrait démantibuler pour en faire une simple *«aide médicale d'urgence»* et des mesures de la loi immigration, censurées par le Conseil constitutionnel en janvier, que la droite dure rêve de remettre à l'agenda? Les invités de Barnier ne sont pas entrés dans le détail mais Attal semble s'en contenter: *«On a eu des réponses aux questions sur le fond.» «Il y a beaucoup de points sur lesquels on se retrouve»,* se réjouit à son tour Wauquiez, qui alerte toutefois les députés LR: *«On voit aussi qu'il y a une forte pression de la macronie, notamment sur l'immigration et la fin de vie»,* alors qu'un projet de loi ouvrant un droit à mourir était en cours d'examen en juin. Dans le contrat flou de cette coalition bricolée *in extremis,* figurent déjà les ferments de futures divisions. ◄

Budget: un peu de grain à moudre pour le Parlement

A défaut des «lettres plafond» tant convoitées, les services de Michel Barnier ont transmis une synthèse des montants alloués aux ministères. La Défense s'en sort bien, le Travail et l'Emploi, beaucoup moins.

Alors qu'on attend toujours un nom pour Bercy, Matignon s'est enfin résolu à transmettre aux parlementaires davantage d'informations sur le projet de loi de finances (PLF) pour l'an prochain. Il ne s'agit pas des lettres plafonds, envoyées le 20 août à chaque ministère par le Premier ministre démissionnaire et après lesquelles courent depuis plusieurs jours Eric Coquerel, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, et Charles de Courson, rapporteur général. Ils ont reçu, tout comme leurs homologues du Sénat, un document qui entre moins dans le détail des crédits alloués, un «tiré à part» intermédiaire, que *Libération* a consulté. Il s'agit d'une synthèse des plafonds de crédits ainsi que les orientations du budget, document qui aurait dû leur être envoyé depuis plus de deux mois. La loi prévoit qu'il leur est transmis le 15 juillet au plus tard, une date qui n'a pu être respectée *«au regard des circonstances politiques»,* précise ce tiré à part.
«C'est une première satisfaction car nous avançons dans le degré de détail, ce qui nous permet de travailler», a réagi Eric Coquerel, qui exige toujours les lettres plafond. D'autant qu'il est spécifié que *«ce projet de rapport a été établi sur [leur] base».* Claude Raynal, son homologue au Sénat, soupire: *«C'est la fin d'une longue attente. Toutes les règles institutionnelles sont par terre et c'est de la responsabilité à 99,9 % du président de la République.»*

Pincettes. Les montants indiqués dans ce tiré à part ne marquent, pour l'instant, aucune inflexion par rapport au *«budget réversible»* qu'avait laissé Gabriel Attal, même si le document indique que ces plafonds *«ne préjugent pas des modifications et ajustements qui pourront être proposés».* Le montant total des dépenses indiqué est le même que celui de la loi de finances initiale pour 2024, soit 492 milliards d'euros. La non-prise en compte de l'inflation entraîne des coupes de 10 à 15 milliards d'euros. Le document fait état des montants de la loi de finances initiale (LFI) pour 2024 et ceux projetés pour le PLF 2025. Des comparaisons à prendre avec des pincettes, puisque les premiers sont caducs depuis l'annulation en février de 10 milliards d'euros de crédits, suivie par le gel de 16,5 milliards d'euros d'autres crédits, dont le sort est toujours entre les mains de Michel Barnier.
Dans le détail, le ministère qui s'en sort le mieux est celui de la Défense (+3,3 milliards par rapport à la loi de finances précédente). Un choix justifié dans le tiré à part par *«la situation internationale»* et *«les différentes menaces auxquelles le pays doit faire face».* A l'inverse, l'aide publique au développement (APD) subirait en 2025 une réduction de 1,3 milliard d'euros, représentant près de 20 % des 6,7 milliards initialement inscrits. Les dépenses pour la recherche et l'enseignement supérieur sont également rognées.

Collectivités. Le travail et l'emploi voient aussi leurs moyens réduits, avec une baisse de 2,3 milliards d'euros des plafonds de crédits envisagés pour 2025 par rapport à la loi de finances initiale pour 2024, soit une baisse de 7% avec, au nom de l'efficacité, *«une évolution des primes à l'embauche des apprentis»* ainsi que des coupes visant le compte personnel de formation. Dans ce domaine, 1,1 milliard d'euros avait déjà été coupé en février. A Matignon, on précisait avant la nomination de Barnier que *«les économies nouvelles concerneraient essentiellement l'apprentissage avec 200 à 300 millions d'euros».* Le budget de l'Ecologie est certes affiché en hausse (de 2,1 milliards) avec *«une dynamique significative sur le financement des énergies renouvelables»,* mais aussi par exemple des économies sur les aides à l'acquisition de véhicules dits propres, dont l'enveloppe passe de 1,5 à 1 milliard. Quant aux concours financiers de l'Etat aux collectivités, dont on a appris récemment que leurs dépenses enregistraient une hausse marquée, ils s'élèveraient à 500 millions de plus que l'an dernier, soit 54,7 milliards d'euros. Ce sont tous ces choix que le prochain occupant de Bercy aura à défendre, sitôt nommé, lors d'une audition devant la commission des finances à l'Assemblée.

FRANTZ DURUPT
et **ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER**

A Nouméa, «si ça doit péter, ça pétera»

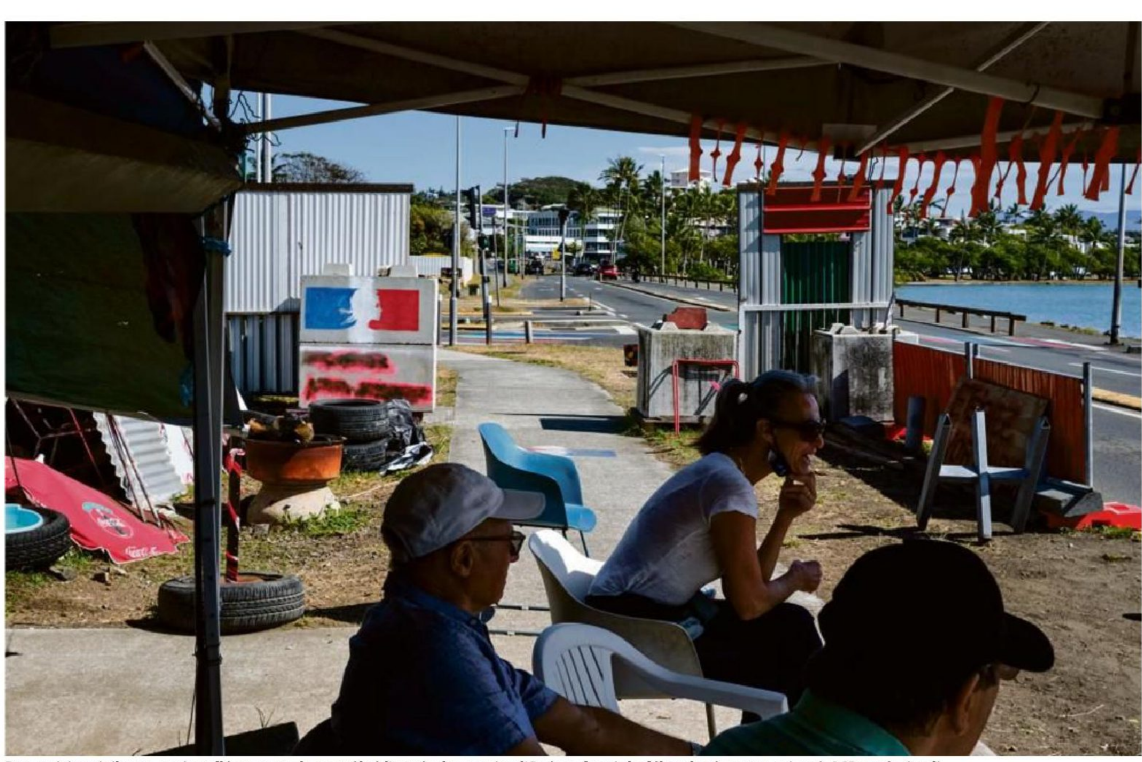
Après la mort de deux jeunes hommes dans la nuit de mercredi à jeudi, les habitants craignent une reprise des violences survenues au printemps. D'autant que l'approche de la date du 24 septembre, anniversaire de la prise de la Nouvelle-Calédonie par la France en 1853, accroît les tensions.

Par **MAÏTÉ DARNAULT** Envoyée spéciale en Nouvelle-Calédonie Photo **THÉO ROUBY. HANS LUCAS**

Flore, 54 ans, et Leda, 30 ans, ne se sont jamais croisées mais elles ont les mêmes mots: *«On vit au jour le jour.»* La première, kinésithérapeute, habite à Ouémo, quartier tranquille du sud de Nouméa; la seconde, agente administrative, vit à Rivière-Salée, un secteur populaire de la capitale de la Nouvelle-Calédonie, ravagée lors des émeutes du 13 mai. Jeudi, l'île du Pacifique a vécu une nouvelle réplique de ces violences, après la mort de deux jeunes hommes dans la tribu de Saint-Louis *(lire ci-contre)*. Et, à la perspective du 24 septembre, ces deux Calédoniennes se préparent comme elles peuvent. Cette date célèbre à la fois la prise de possession du territoire au nom de la France en 1853 – un jour de deuil pour le peuple kanak – et la fête de la citoyenneté décrétée en 2004 pour tenter de tourner une page de l'histoire coloniale, à la faveur des accords de Nouméa. *«On essaie de se rassurer. Si ça doit péter, ça pétera*, dit Leda. *Il y a deux mondes. Ici on s'entraide, et il y a des endroits où les gens ont peur. J'aimerais bien reconstruire, tous ensemble, mais je ne sais pas comment.»* Métisse tahitienne et kanake, cette mère de quatre enfants a grandi à Rivière-Salée, où de fortes détonations ont été entendues durant la soirée de jeudi, avant que le collège ne soit incendié une nouvelle fois. Il avait été en grande partie détruit lors des événements de mai et la province Sud a acté la semaine dernière qu'il ne rouvrirait pas. Au lendemain des émeutes, des habitants ont créé une association citoyenne, Solidarité RS, pour organiser l'entraide et rassurer les plus isolés. Chaque mercredi, ils sont une dizaine à installer un barnum dans le parc en contrebas pour accueillir une bibliothèque itinérante et un atelier d'arts plastiques.

«AVENIR MEILLEUR»

«Je n'ai pas vécu les années 80, j'ai peur que ça recommence, en pire, craint Leda, dont le mari a perdu son emploi dans les transports en raison de la crise économique. *Je veux un avenir meilleur et je laisse nos élus trouver une solution, avec ou sans la France.»* Pour les membres de l'association, la reconstruction ne doit pas seulement être matérielle mais aussi *«sociale et mentale»*. *«Je suis fière d'être française, j'aime la France et la Nouvelle-Calédonie*, lance Flore. *On essaie de vivre le plus normalement possible mais ils ont cassé la Calédonie.»* Flore est arrivée sur le territoire à l'âge de 3 ans et ses deux filles sont nées ici. Jeudi matin, la quinquagé-



Des «voisins vigilants» ont installé un poste de contrôle à l'entrée du quartier d'Ouémo depuis le début des émeutes, mi-mai. A Nouméa, jeudi.

naire a passé plusieurs heures à l'entrée d'Ouémo, une presqu'île dont l'unique route d'accès est surveillée depuis quatre mois par un collectif de «voisins vigilants».

Ils sont une poignée, *«tous de droite»*, devant un campement tenu au cordeau. Sous un barnum, une cuisine d'extérieur est veillée par un drapeau bleu blanc rouge. Plus loin, une pancarte proclame avec un cœur: *«Couvre-feu, descendez nous voir.»* La semaine dernière, un arrêté du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie a renforcé les interdictions de circulation en prévision du 24 septembre. Dès samedi et jusqu'au mardi suivant, les Calédoniens devront rester chez eux de 18 heures à 6 heures, sauf raison impérative. Et tout rassemblement, manifestation et cortège reste proscrit dans la ville jusqu'au 30 septembre. A Ouémo, un dos-d'âne, aussi aux couleurs de la République française, a même été coulé sur la chaussée. Les véhicules marquent le pas, souvent en klaxonnant, avec un petit geste pour les gardiens improvisés.

«PARTIE DE PÉTANQUE»

Face à eux, la baie de Magenta se déploie sous le soleil. Sur la rive en face se profile la silhouette boisée du centre culturel Tjibaou. A sa droite, des fumées s'élèvent: c'est la tribu de Saint-Louis, où des affrontements avec la police étaient encore en cours dans la matinée. La troupe commente laconiquement. En début de soirée, la tension s'est propagée dans Nouméa: comme à Rivière-Salée, des détonations ont été entendues dans les zones pauvres de Tuband et de Magenta. Le 13 mai, dans ce quartier situé près de l'aérodrome, le commissariat et nombre de commerces et de guichets de services publics ont été ruinés par les flammes. Au pied des tours HLM qui abritent près de 3500 personnes, en majorité mélanésiennes, Dylan assurait il y a deux jours qu'il ne se passerait pas grand-chose le 24 septembre. *«On ne va pas trop s'afficher*, expliquait le trentenaire, vice-président d'une récente association de jeunes. *Le haut-commissaire a été clair, je pense à la sécurité des jeunes. On fera peut-être une partie de pétanque.»*

A Ouémo, Dominique, 75 ans, est *«venu en 1973 pour deux ans»* et n'est *«jamais reparti»* de Nouvelle-Calédonie. Ce libraire retraité regrette une *«confiance rompue»*: *«On n'a plus envie d'aller en brousse.»* A Bourail, à 160 km au nord de Nouméa, la grande case traditionnelle de Deva, un symbole du patrimoine calédonien, a été dévorée par les flammes dans la soirée. Ce bourg de la côte est avait connu des violences – affrontements autour d'un barrage, maisons et entrepôts brûlés – fin juin, après l'arrestation et le transfert en métropole du leader indépendantiste kanak de la CCAT, Christian Tein. Plus au nord, à Koné, la nuit a été calme. Une autre déflagration secoue cette petite ville façonnée par l'industrie minière: après la fermeture de l'usine de nickel KNS, 1200 employés licenciés ont reçu leur solde de tout compte.



Un barrage de police au Mont-Dore, au sud de Nouméa, jeudi. PHOTO DELPHINE MAYEUR. AFP

La tribu de Saint-Louis, bastion de l'insurrection révélateur de la crise

Lieu des affrontements les plus violents, où deux hommes ont été tués dans la nuit de mercredi à jeudi, ce hameau à l'histoire complexe est un concentré cru des failles de la société calédonienne.

C'est un hameau boisé planté de maisons, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Nouméa, devenu place forte des indépendantistes. A la tribu de Saint-Louis, deux militants indépendantistes ont été tués dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 septembre, au cours d'une opération de gendarmerie visant à interpeller plusieurs personnes suspectées de tentative de meurtre et de carjacking. Ce sont les douzième et treizième victimes depuis le début de l'insurrection au mois de mai. Depuis un peu plus de quatre mois, la tribu est le théâtre d'affrontements réguliers et particulièrement intenses entre jeunes militants et forces de l'ordre. Le 15 mai, un gendarme, Nicolas Molinari, avait été abattu. Le 10 juillet, Roch Victorin Wamytan, un militant, y avait succombé à un *«tir de riposte»*, avait déclaré le procureur de la République. *«Ainsi va la vie dans le système colonial»*, commente auprès de *Libération* son oncle Roch Wamytan. A l'unisson du mouvement indépendantiste, dont il est l'une des principales figures, le grand chef du district de Pont-des-Français, qui comprend Saint-Louis, dénonce le traitement réservé aux 1400 habitants.

«Kanaky ou la mort». Depuis la fin du mois de juillet, les gendarmes tiennent deux «verrous», de part et d'autre de la longue ligne droite qui dessert la tribu. Par endroits, un mur de près de deux mètres de hauteur fait de blocs de béton a été érigé par les militaires, pour se protéger des tirs de fusil – plus de 300 ont été recensés par les autorités. Aucun véhicule n'est autorisé à passer. Les habitants franchissent les verrous à pied, après un contrôle d'identité et une fouille. Ceux qui n'y vivent pas ne sont pas autorisés à entrer, pas même les journalistes. Quant aux habitants du sud de la Nouvelle-Calédonie, du Mont-Dore à Yaté, seules les navettes maritimes leur maintiennent un accès à Nouméa.

Le grand chef ne rejette pas l'entièreté de la faute sur les gendarmes. Les tentatives de conciliation menées par les autorités coutumières et civiles ont échoué. *«Ces deux jeunes»*, ceux qui ont perdu la vie ce jeudi matin, *«on a discuté avec eux pendant des heures ces dernières semaines. Mais ils sont tellement radicalisés qu'ils n'écoutent plus»*. A Saint-Louis et ailleurs, *«on a des jeunes qui sont prêts à se battre jusqu'au bout. C'est Kanaky ou la mort»*. L'Union calédonienne, moteur de l'insurrection via sa Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), dit avoir été dépassée par la colère de la jeunesse kanak, dont le mal-être était déjà palpable bien avant le 13 mai.

Régulièrement décrites par les sciences sociales, les raisons étaient connues: poids de l'histoire coloniale, frustrations de la lutte pour l'indépendance, inégalités économiques, racisme institutionnel – dans l'accès au logement, notamment –, perte de repères entre sociétés traditionnelle et moderne, quête d'identité, manque d'adaptation du système scolaire… Les failles de la société calédonienne se révèlent chez ses membres les plus fragiles, les plus jeunes, dont un certain nombre sont originaires de Saint-Louis. D'autres y ont trouvé refuge après avoir quitté, volontairement ou non, leur foyer. La tribu traîne une mauvaise réputation, celle d'abriter des délinquants. *«Une minorité prend le dessus sur une immense majorité. Ce n'est pas l'image qu'on aimerait donner de Saint-Louis»*, regrette Amanda (1). Agée d'une trentaine d'années, elle a œuvré pour le développement économique et culturel de la tribu. Elle est écœurée de voir partir en fumée une décennie d'efforts de la part de nombreux habitants.

Au mois de juillet, la mission catholique, installée sur sa colline en 1860, principale attraction patrimoniale, a été incendiée. A ses pieds se déroulait une fois par an la fête de Saint-Louis, événement lancé en 2017, qui a parfois rassemblé près de 3000 personnes.

Richesses. *«Ça prenait de l'ampleur. On avait des gens qui revenaient chaque année, on avait de nouvelles têtes… Et il y avait une vraie volonté de mettre en avant l'histoire de la tribu»*, où a été créée la première école pour garçons et filles, où les premières activités industrielles ont été lancées, où l'afflux de personnes venues de toute la Nouvelle-Calédonie a conduit à la création d'une langue véhiculaire, le tayo. Aux visiteurs, les habitants de Saint-Louis présentaient leurs richesses. La transmission du tressage par les mamans. La confection de robes. Les cultures vivrières. Les randonnées sur le sentier de la Thy, premières pentes de la Chaîne. Plus bas, la résidence culturelle, à deux pas de l'école, où un sculpteur travaille le bois de gaïac, dont le cœur bicolore fait des œuvres reconnaissables entre mille. *«Il y avait une bonne émulation»*, regrette Amanda. *Et en dehors de cet événement, on a eu un développement économique: des artisans, des pêcheurs, des entreprises de transport, dans le secteur de la mine… C'est dur de se dire que ce travail de réhabilitation auprès du grand public, il faudra le reprendre à zéro.»*

GILLES CAPRAIS
Correspondant à Nouméa

(1) Le prénom a été modifié.

Parc éolien offshore de Saint-Brieuc «Niveau esthétique, je ne trouve pas ça choquant»

Officiellement inaugurées jeudi, les 62 éoliennes installées dans la Manche au terme de longues concertations attisent la curiosité des locaux. A bord d'une vedette touristique, «Libé» est allé à la découverte du lieu qui génère l'énergie consommée par 850 000 habitants.


Les 62 éoliennes du parc de la baie de Saint-Brieuc sont plus ou moins visibles depuis le littoral.

Par
ELODIE AUFFRAY
Correspondante en Bretagne
Photos
FABRICE PICARD. VU

De la pointe de l'Arcouest, au nord de Paimpol (Côtes-d'Armor), elles sont quasi imperceptibles, évanouies dans les nuages blancs qui bouchent l'horizon ce lundi. En fonction de la météo, les 62 éoliennes du parc de la baie de Saint-Brieuc sont plus ou moins visibles depuis le littoral, de la côte paimpolaise jusqu'à celle de Saint-Malo. A l'embarcadère de l'Arcouest, ce jour-là, ils sont 120 à monter à bord de l'*Eneziz*, pour aller voir de plus près ces curiosités technologiques, qui ont fait couler tellement d'encre: elles se sont heurtées à l'opposition des pêcheurs locaux, qui craignaient l'impact sur la ressource halieutique, notamment le précieux gisement de coquilles Saint-Jacques. Plusieurs associations ont aussi dénoncé les risques d'atteinte à l'environnement, mal pris en compte selon elles.

Mais le temps n'est plus aux polémiques: le parc est achevé depuis décembre, au terme de trois ans de travaux et douze ans après qu'Ailes marines, filiale d'Iberdrola, a remporté l'appel d'offres. Entièrement mis en service depuis mai, inauguré jeudi, il *«fonctionne très bien, au maximum de ses capacités, et les suivis montrent que l'impact est limité»*, selon Emmanuel Rollin, le directeur général d'Iberdrola France.

MÂTS HAUTS DE 100 MÈTRES

Depuis l'été 2023, le parc est aussi une attraction touristique: les vedettes de Bréhat proposent, moyennant 35 euros, des visites au cœur de la seconde ferme offshore érigée en France, après celle de Saint-Nazaire. Des balades qui font le plein: 5000 personnes l'an dernier, *«autour de 8000 cette année»*, informe Anne-Lise Corlouër, la présidente de cette compagnie familiale. *«En juillet-août, on a plutôt des touristes. En dehors, ce sont beaucoup de locaux. Les gens ont tellement entendu parler de ce parc, pendant si longtemps, qu'ils veulent se faire leur propre opinion»*, développe-t-elle.

Cette fois, sur l'*Eneziz*, le gros des troupes est constitué de deux clubs de seniors, de la région de Morlaix et de l'arrière-pays paimpolais. Installée sur le ponton supérieur, Marie-Christine est de ceux-là, venue *«pour comprendre comment ça fonctionne, éventuellement connaître les incidences sur la pêche»*, explique la septuagénaire, qui n'a pas d'avis arrêté: *«Je ne me sens pas directement concernée. C'est un peu égoïste, mais du moment que je peux allumer ma lampe de chevet, peu importe d'où ça vient. Je suis quand même plutôt pour ce parc, dans la mesure où il a un côté écolo, je sais que c'est par là qu'il faut aller.»*

«On l'a vu à la télé, mais on aimerait bien comprendre ce qu'on en retire de positif comme de négatif, pourquoi il a été fait là et pas plus loin, si c'est efficace par rapport à la fortune qui a été dépensée», expose Danielle Péron, 76 ans, la dynamique présidente du club morlaisien. Qui n'est *«pas opposée»* à ces moulins: *«Il faut bien trouver quelque chose pour produire de l'énergie, mais à condition qu'il n'y ait pas de destructions pour les pêcheurs.»*

Quelques rangées plus loin, trois collègues devisent, tandis


Depuis l'été 2023, les vedettes de

> «Les multinationales ont parfois tendance à prendre leurs grosses godasses sans faire attention aux petits. Il faut de l'opposition pour créer de la discussion.»
> **Jean-François** touriste à bord de l'*Eneziz*



Bréhat proposent des visites au cœur de la seconde ferme offshore érigée en France.

que les éoliennes commencent à poindre au loin. Jean-François, Sébastien et Yann dirigent une société qui accompagne les entreprises dans leur transition énergétique, près de Saint-Brieuc. Partenaires d'Ailes marines au début, ils ont *«beaucoup vu le projet sur plan»* et sont donc *«venus le voir en vrai»*. Favorable aux énergies renouvelables, dépité de constater les freins qu'a rencontrés le développement du parc, le trio n'est pas exempt de doutes, notamment sur les possibles impacts environnementaux. *«Les multinationales ont parfois tendance à prendre leurs grosses godasses sans faire attention aux petits. Le temps a fait qu'ils ont été obligés de modifier leur projet, c'est une bonne chose. Il faut de l'opposition pour créer de la discussion»*, juge Jean-François. *«Comme on dit, Rome ne s'est pas faite en un jour»*, convient, à travers les haut-parleurs, la matelote chargée de réciter les commentaires, à la tournure plutôt élogieuse, vantant notamment les *«nombreuses concertations»* organisées par Ailes marines et leur *«transparence»*, pourtant contestée par plusieurs acteurs du dossier.

«En mer, le vent est plus régulier et plus puissant que sur terre. Les pales tournent 90% du temps, donc le rendement est meilleur», continue la voix au micro, tandis que le bateau approche du parc, puis pénètre à l'intérieur, naviguant tout près des mâts hauts de 100 mètres, plantés sur des fondations métalliques jaunes émergeant des flots. Presque aussi grandes que le mât, les pales accentuent l'effet colosse.

Manche
Parc éolien
Saint-Brieuc
CÔTES-D'ARMOR
FINISTÈRE
ILLE-ET-VILAINE
MORBIHAN
20 km

«REMPLACER LES ÉNERGIES FOSSILES»

«Chaque éolienne peut fournir une puissance de 8 mégawatts, soit 496 mégawatts sur l'ensemble du parc. Sur un an, il est capable de générer 1800 gigawatts heure, soit la consommation électrique de 835000 habitants, chauffage compris. C'est 9% de la consommation de la Bretagne», expose le commentaire, qui rappelle aussi que la région *«souffrait particulièrement du manque de production électrique»* sur son territoire, assurant autour de 20% de ses besoins jusque-là.

Ce nouveau parc *«fournit pas mal de jus, plus que ce dont ont besoin les Côtes-d'Armor!»* a retenu Bernard, 72 ans, un autre local venu avec sa femme contempler ces installations qu'ils aperçoivent depuis leur plage habituelle et qu'ils approuvent *«à 100%»*. *«Il faut bien faire quelque chose pour remplacer les énergies fossiles»*, ajoute Odile, son épouse. *«Les 496 mégawatts de puissance installée, c'est théorique. Ce qui va être intéressant, c'est de voir la puissance réelle de production»*, nuance de son côté Sébastien, de l'entreprise de conseil en transition énergétique.

Marie-Christine, elle, n'a pas vraiment écouté les explications, trop *«ébahie»* par les machines géantes. *«Niveau esthétique, je ne trouve pas ça choquant»*, débriefe-t-elle encore, rassurée aussi d'avoir constaté que les éoliennes sont espacées. *«On voit que les pêcheurs peuvent passer entre. Après, je ne sais pas trop, il faut prendre du recul»*, dit-elle. Le bateau rentre à l'Arcouest, pas tout à fait délesté des interrogations de certains de ses passagers.

Le parc maritime français prend enfin son envol

Après avoir longtemps laissé de côté l'éolien en mer dans sa politique énergétique, Paris s'est fixé des objectifs de déploiement ambitieux sur son littoral, qui commencent à devenir réalité.

Dans son discours à Belfort en février 2022, Emmanuel Macron avait annoncé le changement de braquet de la France sur l'éolien offshore, longtemps parent pauvre de la politique de l'énergie. Le président de la République annonçait viser le développement de 40 GW de puissance installés sur le littoral d'ici à 2050. A titre de comparaison, le parc nucléaire actuel représente 61 GW. Au-delà des débats sur l'intermittence des différentes technologies, cela représentera une montée en régime conséquente, ainsi que le passage de la terre à la mer pour la majorité des prochains parcs éoliens.

A ce jour, seuls trois parcs en mer sont raccordés au réseau électrique français: à Saint-Nazaire (480 MW) depuis juin 2022 à Fécamp depuis le printemps 2024 (autour de 500 MW chacun) et à Saint-Brieuc, inauguré officiellement cette semaine. D'autres doivent être mis en service dans les deux prochaines années: au large de Courseulles-sur-Mer et des îles d'Yeu et de Noirmoutier (tous les deux en 2025), de Dieppe-Le Tréport (fin 2026) et à Dunkerque en 2028 – même si Wind Europe, qui représente la filière de l'éolien en Europe, dit s'attendre à ce que ce parc soit à pleine puissance après 2030. En parallèle, des «fermes pilotes» d'éoliennes flottantes sont en passe d'être opérationnelles, et le premier parc avec cette technologie (moins au point que l'éolien «posé») a été attribué au printemps dernier sur le littoral sud breton. L'échéance: 2031.

«Retard». Dans son dernier rapport publié mi-septembre, Wind Europe a chiffré la montée en régime de la France dans ce domaine. Plus de la moitié de toute la puissance offshore installée sur les six premiers mois de cette année sur le Vieux Continent l'a été sur les côtes hexagonales. *«La France a passé un cap industriel extrêmement important*, analyse Pierre Tardieu, directeur des affaires publiques de Wind Europe. *Beaucoup de recours avait été intentés contre des projets, ce qui avait entraîné du retard dans les calendriers. Désormais, nous pouvons nous projeter sur le fait que l'Hexagone va prendre toute sa part dans le développement de l'éolien offshore en Europe.»*

Mais Paris doit malgré tout accélérer: en mars 2022, le «Pacte éolien en mer entre l'Etat et la filière» fixait un premier palier à 18 GW en 2035, un délai pas si lointain puisque la durée qui s'écoule entre la désignation du lauréat et la mise en service est souvent d'une dizaine d'années. *«C'est un objectif ambitieux mais réalisable s'il y a une véritable volonté politique*, poursuit Pierre Tardieu. *Le secteur a désormais le retour d'expérience et de terrain, il peut se projeter plus facilement et accélérer certaines étapes.»*

Investissement. Le rapport de force terre-mer n'est pas une spécificité française, et, en Europe, l'éolien est toujours dominé, très largement, par le terrestre. Sur les 278 GW de puissance installée en Europe (Royaume-Uni inclu), dont 225 GW dans la seule Union européenne, 242 GW le sont sur terre et 36 GW en mer. Le Royaume-Uni fait figure d'exception: la moitié de ses installations se trouvent en mer. Les proportions devraient évoluer un peu d'ici à 2030, Wind Europe prévoyant 296 GW d'éolien terrestre dans l'UE contre 54 GW en mer. Des estimations cumulées de 350 GW, qui restent en deçà des objectifs fixés par Bruxelles (425 GW).

Plusieurs éléments rassurent en revanche le secteur. Les investissements ont progressé au premier semestre 2024 par rapport à l'an dernier. Et de gros contrats sont déjà signés lors du second: au Royaume-Uni, sept projets d'éolien en mer ont été sélectionnés début septembre, pour une capacité totale de 5,3 GW. Le sud de l'Europe, en retard sur la partie nord du continent pourrait lui aussi voir ses capacités s'envoler dans la prochaine décennie. *«Mais c'est plus une question technologique que de volonté politique»*, explique Pierre Tardieu, qui rappelle que les fonds marins de la Méditerranée, plus profonds, rendent plus compliqué l'éolien posé en mer. Et d'ajouter: *«Les évolutions attendues et l'expérience acquise dans les premiers projets flottants permettront d'avancer plus vite dans cette partie du continent, en Espagne notamment.»* Reste quelques problèmes de taille: selon le rapport semestriel de Wind Europe, les problèmes de capacité portuaires en Europe devraient causer *«des retards dans la construction de projets dans toute l'Europe à partir de 2029»*. L'envol de l'éolien offshore pourrait être plus progressif qu'il ne le faudrait.

DAMIEN DOLE



Un des os de l'avant-bras de Mario a été brisé par les coups de matraque reçus.



A l'hôpital, l'examen des blessures de Mario débouche sur une ITT de trente jours.

VIOLENCES POLICIÈRES
Une garde à vue brutale saisie en vidéo



Le 24 juillet, Mario, 42 ans, a été placé en garde à vue à Paris pour un outrage lors d'un contrôle. Des images, que révèle «Libération», montrent les graves violences dont il a été victime au commissariat des V^e et VI^e arrondissements de Paris. Une enquête a été ouverte, pendant laquelle les fonctionnaires se sont couverts en coordonnant de faux témoignages.

Par **ISMAËL HALISSAT**
Photos **CYRIL ZANNETTACCI. VU**

Avant-bras fracturé par un coup de matraque, coup de clé dans l'arcade sourcilière, hématomes sur tout le corps… Mario (1), 42 ans, a subi de graves violences entre les murs du commissariat des V^e et VI^e arrondissements de Paris, dans la nuit du 24 au 25 juillet. *Libération* révèle les images issues des caméras de vidéosurveillance des locaux de police (visibles sur notre site). Elles montrent les coups portés par deux policiers du commissariat et la passivité de leurs collègues présents, voire les rires de certains. La procédure menée concernant ces faits permet également de découvrir que des agents ont menti pour couvrir l'un de leurs collègues.

Ce soir-là, Mario, de nationalité péruvienne, est conduit dans les locaux de police à 23 heures. Il a été interpellé dans la soirée pour outrage lors d'un contrôle d'identité réalisé par des gendarmes mobilisés pour la sécurisation des Jeux olympiques. A un militaire qui lui demande d'écarter les jambes, l'homme est accusé d'avoir rétorqué: *«C'est ta mère qui écarte les jambes et que je baise, fils de pute.»* A son arrivée au commissariat, un agent relève son taux d'alcool (1,08 mg/litre d'air expiré à 23 h 10), puis le gardien de la paix Maxime D. s'approche de lui pour commencer la fouille. Cette scène est visible sur les images de vidéosurveillance. Sans attendre que Mario commence à enlever ses affaires, Maxime D. lui fait une clé de bras et le frappe une fois au visage. Des agents, présents autour, semblent s'amuser de la situation.

Quelques instants plus tard, Maxime D. est rejoint par deux collègues, Alexis L. et Clément B. Ensemble, ils conduisent Mario dans une petite salle sans caméra pour continuer la fouille. *«L'un d'eux est devenu fou, parce que je ne voulais pas enlever mes lacets de baskets, je préférais enlever les baskets tout simplement»*, explique Mario, bras toujours dans le plâtre quand on le rencontre courant septembre dans l'Est parisien, près de l'hôpital Saint-Antoine où il a un rendez-vous de suivi. L'homme, qui travaille parfois comme cuisinier, se remémore avoir reçu des coups au visage, puis que Maxime D. a sorti sa matraque télescopique et l'a frappé sur le ventre, sur l'épaule et au niveau de la tête. *«Si je ne m'étais pas protégé la tête avec mes bras, je serais mort. J'ai déjà eu deux hémorragies cérébrales [par le passé], j'ai une fragilité»*, poursuit Mario, en montrant la cicatrice qui parcourt son crâne, sous ses cheveux bruns, de la base au sommet.

«AIDEZ-MOI» INSCRIT AU MUR AVEC SON SANG

Les quatre hommes passent un peu moins de cinq minutes dans cette pièce. Mario est torse nu quand il en sort, marques de coups visibles sur son corps. On voit ensuite les trois agents le conduire dans une cellule de garde à vue. Au moment de refermer la porte, Maxime D. le frappe au visage avec une clé qu'il tient dans sa main, lui ouvrant l'arcade sourcilière. Il est 23 h 15 quand il referme la porte. Dans le couloir, les agents rient et semblent discuter du bras de Mario, déformé par le coup de matraque.

Dans sa cellule, le quadragénaire perd beaucoup de sang et craint, une nouvelle fois, de mourir. *«Je vois plein de sang et je pense encore à ma tête*, se remémore-t-il. *Je me suis dit que je suis en train de crever.»* L'homme sollicite plusieurs fois l'intervention d'un médecin et, désespéré, inscrit avec son sang *«aidez-moi»* sur un mur. *«Je voulais qu'on sache que j'ai appelé à l'aide avant de mourir»*, explique-t-il.

A 00 h 19, il est extrait de sa cellule, le visage en sang et visiblement très affaibli, pour être examiné par un médecin. Ce dernier estime que son état n'est pas compatible avec un maintien en garde à vue et demande qu'il soit hospitalisé car son bras est sûrement cassé. Ce diagnostic sera confirmé dans la nuit après une radio. Le compte rendu indique qu'il s'agit d'une fracture de l'ulna, l'un des os de l'avant-bras, ou *«nightstick fracture»*. Un terme médical décrivant une blessure typique d'une personne se protégeant la tête d'un coup de matraque (*nightstick* en anglais).

Avant d'être conduit à l'hôpital, Mario est installé sur une chaise, dans une salle proche des cellules de garde à vue, où discutent plusieurs agents. Ses blessures sont parfaitement visibles. Matthieu D., un autre policier du commissariat, s'approche de lui. Les paroles échangées entre les deux hommes ne sont pas audibles. *«Il me dit que dans mon pays je serais déjà mort, je lui ai répondu que j'étais né en France et là, il m'a hurlé de fermer ma gueule»*, se rappelle Mario. En audition, un réserviste de la police présent dans la salle à ce moment-là expliquera que Matthieu D. a *«pété un câble»* quand il a appris que Mario devait bénéficier de soins: *«Il s'est énervé dès qu'il a appris qu'on devait le conduire à l'hôpital.»* Matthieu D. affirme pour sa part avoir été insulté. Pendant deux minutes, les vidéos permettent de le voir s'acharner sur Mario, qui reste totalement passif et s'efforce de protéger sa tête avec son bras encore valide. Matthieu D. lui donne en tout onze coups, dont plusieurs à la tête. Autour de lui, les agents rigolent de la situation et le laissent faire. A un instant, l'un d'eux le retient mollement, puis s'écarte. Après cette série de coups, Matthieu D. continue d'intimider physiquement l'homme blessé, le menaçant de frapper à nouveau. Mario est finalement conduit à l'hôpital où ses blessures sont constatées et évaluées à trente jours d'incapacité totale de travail (ITT). Il porte plainte dès le lendemain. Le parquet de Paris saisit alors l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) pour enquêter sur les faits dénoncés par Mario.

> **«Il me dit que dans mon pays je serais déjà mort, je lui ai répondu que j'étais né en France et là, il m'a hurlé de fermer ma gueule.»**
> **Mario** battu en garde à vue fin juillet

Pour tenter de justifier ses coups dans la salle de fouille, Maxime D. va, dans la nuit, lui aussi porter plainte. Contre Mario. *«Il est venu vers moi pour me donner un coup de tête*, affirme l'agent de 25 ans. *Je l'ai donc repoussé avec mes bras au niveau de son torse. Il s'est mis en garde, nous l'avons donc emmené au sol.»* Le policier n'évoque aucun coup de matraque porté à Mario. Alexis L. et Clément B., présents avec lui dans cette pièce, vont venir appuyer la version de leur collègue. *«L'individu a tenté de lui mettre un coup de tête sans le toucher*, dit le premier dans une audition. *Maxime l'a repoussé et l'individu est tombé de côté sur le banc de la cellule de fouille.»* Même chose pour le second: *«Il s'avance vers mon collègue Maxime en faisant comme s'il allait lui donner un coup de boule. Le collègue se protège et l'individu fait un pas en arrière et se met en garde.»*

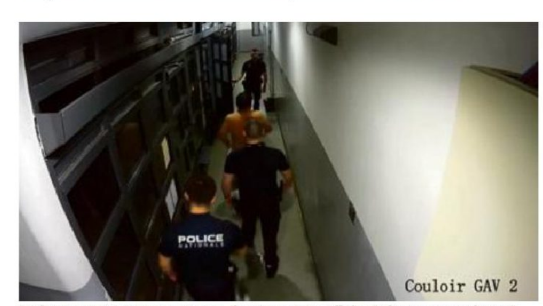
Mais, fait rare dans les affaires de violences policières, Alexis L. revient finalement sur cette version des faits et avoue avoir menti pour couvrir son collègue. Face à l'IGPN, il décrit des claques d'abord données par Maxime D., puis les coups de matraque télescopique. A un enquêteur qui lui demande s'il comprend pourquoi son collègue a porté plainte contre Mario, il répond: *«[Maxime D.] m'a dit que c'était pour se couvrir.»* Et ajoute: *«Il est venu me parler de ce qu'il avait dit dans sa plainte et on s'est mis d'accord pour que mes déclarations soient cohérentes avec les siennes.»* Confronté à la déclaration de son collègue, Clément B. avoue lui aussi avoir menti: *«Je reconnais en effet, en voulant me caler sur les déclarations de [Maxime D.] dans sa plainte, avoir fait de fausses déclarations. Mais je n'avais pas les idées claires, vraiment.»* Questionné sur sa passivité face aux violences commises par ses collègues, Alexis L. relate la pression qu'exercent ceux-ci pour se couvrir mutuellement, quoi qu'il arrive.

«Vous aviez la possibilité de le stopper dans sa violence, pourquoi ne pas le faire?
— Je craignais qu'on puisse me le reprocher au sein de la brigade.
— Reprocher quoi?
— D'être faible, de ne pas soutenir les collègues.»

Placé en garde à vue le 7 août, Maxime D. tente de justifier ses coups par le comportement de Mario. *«Je travaille la nuit, j'ai l'habitude des gens alcoolisés, je sais qu'on peut leur parler pendant des heures, ils ne feront pas ce qu'on leur demande»*, dit-il alors qu'on l'interroge sur la clé de bras. Et le coup au visage? *«Je lui ai mis une claque parce qu'il ne voulait pas lâcher son collier.»* Puis, questionné sur ce qui s'est passé dans la salle de fouille, il répète sa version mensongère, avant d'être confronté à l'examen médical et aux déclarations de son collègue Alexis L. L'agent est coincé. *«J'ai omis certains détails sans vouloir les cacher, notamment les coups de BTD* [matraque télescopique, ndlr]*»*, tente-t-il alors. Et concernant la concertation des trois agents pour livrer une version qui lui est favorable, il élude: *«Je ne suis pas en mesure de vous dire si j'ai eu cette discussion avec eux.»*



Images de vidéosurveillance: dès la fouille, Mario subit une clé de bras. PHOTOS DR



Un bras cassé par une matraque, il est mené en cellule où il sera encore frappé.



Attendant d'être conduit à l'hôpital, Mario reçoit une nouvelle série de coups.

«JE NE SAVAIS PAS QUOI FAIRE»

Egalement placé en garde à vue, Matthieu D., 32 ans, qui a servi cinq ans dans l'armée avant de devenir policier, assure ne pas avoir vu l'état dans lequel se trouvait Mario au moment où il s'est acharné sur lui. *«Je ne voyais que son visage, j'étais dans un effet tunnel, je ne voyais plus rien.»* Confronté aux images, l'agent dit *«regretter»* sa violence. *«Je n'ai jamais pété les plombs comme cela*, affirme-t-il. *J'aurais plutôt tendance à essayer d'obtenir la paix sociale et de régler les choses calmement.»*

Plusieurs des policiers présents sont également auditionnés et questionnés sur leur absence de réaction face aux coups, et pour certains leurs rires. Comme Tom R.: *«J'étais l'un des plus jeunes, je vois que mes collègues n'interviennent pas, je ne me sentais pas l'autorité et la capacité pour le faire.»* Et d'ajouter que *«le rire, c'est la seule réaction que j'ai eue, je ne savais pas quoi faire»*.

Contactée à propos des mesures prises à la suite de cette affaire, la préfecture de police de Paris indique seulement qu'une enquête administrative est en cours. May Sarah Vogelhut, l'avocate de Maxime D., et Jérôme Andrei, qui défend Matthieu D., n'ont pas répondu à nos questions. Ces deux agents seront jugés le 29 octobre pour violences volontaires ayant entraîné une ITT supérieure à huit jours par personne dépositaire de l'autorité publique, comme l'avait révélé France Info en août. Dans l'attente de cette audience, un contrôle judiciaire leur interdit d'exercer la profession de policier.

L'enquête contre Mario pour violences a été classée sans suite. Il a été condamné pour l'outrage par la procédure simplifiée d'ordonnance pénale à 250 euros d'amende. Mario assure que ce n'est pas la première fois qu'il subit des violences de la part de policiers. *«Ils profitent du fait que je sois bourré pour me frapper, me maltraiter, c'est comme ça qu'ils se comportent avec les gens qui ont des problèmes psychologiques ou d'addictions.»* Par peur d'être de nouveau face aux policiers qui l'ont frappé, sans avocat à ses côtés, il ne sait pas encore s'il aura le courage de venir témoigner au procès.

(1) Le prénom a été modifié.





Elections américaines : le syndicat des routiers ne soutient aucun candidat

Une première en trente ans : le puissant syndicat des Teamsters, fort de ses 1,3 million de chauffeurs routiers et allié traditionnel du Parti démocrate, a annoncé mercredi qu'il ne soutiendrait finalement ni Kamala Harris ni Donald Trump à l'élection présidentielle américaine de novembre. PHOTO GETTY IMAGES



Lors de la retransmission du discours de Hassan Nasrallah dans un bar de Beyrouth, jeudi. PHOTO MOHAMED AZAKIR. REUTERS

Attaques au **Liban** : «Le châtiment viendra», avertit le chef du Hezbollah

Hassan Nasrallah a reconnu «un coup dur et sévère» après les séries de détonations qui ont tué au moins 37 personnes et en ont blessé 3 200 mardi et mercredi. Tsahal a dit avoir frappé jeudi soir des infrastructures du Hezbollah.

Par **CAMILLE NEVEUX**

L'HISTOIRE DU JOUR

Il est apparu sur fond rouge, une sourate du Coran incrustée derrière lui : *«Il a été permis à ceux qui sont attaqués de se défendre, car ils ont été injustement opprimés. Et Dieu a le pouvoir de leur accorder la victoire.»* Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, s'est adressé jeudi à ses partisans et plus largement à la nation musulmane tout entière, un fait peu ordinaire, après les attaques aux bipeurs mardi, puis aux talkies-walkies mercredi, qui ont tué au moins 37 personnes et en ont blessé 3200 dans une grande partie du Liban.

Le religieux chiite n'a eu d'autre choix que d'essayer de capitaliser sur ce fiasco sécuritaire. *«Ce qui s'est passé pourrait être qualifié de déclaration de guerre,* a-t-il lancé, martial. *Nous ne tomberons pas. Nous deviendrons plus forts. Nous nous préparerons à affronter pire.»* Puis, en s'adressant directement au Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou : *«Ni l'escalade militaire, ni les meurtres, ni même la guerre totale ne ramèneront vos colons et vos habitants* [qui ont fui le nord d'Israël ces derniers mois, ndlr]. *Le châtiment viendra.»*

Au moment où il prononçait son discours, l'aviation israélienne a mené une série de raids violents tout le long de la frontière, en franchissant le mur du son, alors que sept sites du mouvement chiite dans le sud du Liban avaient déjà été frappés dans la nuit. Jeudi soir, Tsahal a indiqué, dans un communiqué : *«L'armée a frappé environ 30 lanceurs du Hezbollah et des sites d'infrastructures terroristes contenant environ 150 canons de lancement prêts à tirer des projectiles vers le territoire israélien.»*

Plus tôt, Tsahal avait annoncé la mort de deux soldats dans le nord du pays. Les représentants de la diplomatie américaine, française, allemande, italienne et britannique se réunissaient, eux, à Paris pour tenter d'éviter une nouvelle fois une guerre totale à la frontière libano-israélienne, qui couve depuis près d'un an. Et que ces attaques pourraient précipiter d'un côté comme de l'autre.

«Choc». Après cette *«pénétration absolument stupéfiante, presque certainement sans précédent dans l'histoire du renseignement»*, selon les mots de Charles Lister, analyste au Middle East Institute, sur le réseau social X, les troupes du parti chiite proiranien semblent mal en point. Des centaines d'agents sont désormais mutilés ou aveugles, les appareils ayant explosé dans leurs mains, sous leurs yeux ou sur leur flanc. *«La branche militaire de ce groupe para-étatique complexe n'est toutefois pas la plus touchée*, note Mesrob Kassemdjian, doctorant à la School of Oriental and African Studies de Londres et spécialiste de la coopération entre le Hamas et le Hezbollah. *Il s'agit plutôt des branches politique et sociale. La plupart des blessés sont des leaders, des messagers, des médecins, mais aussi des civils. Cela peut aider à mobiliser et recruter, pour défendre la famille et les amis.»*

C'est ce qui s'était produit en 1994, dans le nord-est du Liban, après qu'un raid israélien contre un camp d'entraînement du Hezbollah avait tué au moins 45 personnes, raid le plus meurtrier jusqu'ici contre le Parti de Dieu. *«L'organisation avait réussi à survivre*, rapporte Mohanad Hage Ali, chercheur au Carnegie Middle East Center, basé à Beyrouth. *Ça sera aussi le cas aujourd'hui, même si c'est un énorme choc. Sur les 30 000 employés à temps plein du mouvement plus de 2000 sont sévèrement blessés, mais ils reviendront peu à peu à la vie normale.»*

«Paranoïaque». Au-delà des pertes humaines, l'organisation islamiste doit aussi revoir tout son réseau de communication interne, une de ses obsessions, pourtant sécurisé depuis des décennies. *«Il y a un vrai défi à relever, mais le mouvement est ingénieux, innovant et peut compter sur l'aide de l'Iran*, souligne le chercheur libanais Mesrob Kassemdjian. *En cas d'invasion israélienne, les forces de guérillas, elles, savent travailler indépendamment les unes des autres sans être en communication constante. Cela aurait été dévastateur pour le Hezbollah si Israël avait d'abord envahi le pays, puis détruit le système de communication.»*

Les attaques de mardi et mercredi ont d'ailleurs touché des agents et sympathisants dans la banlieue sud de Beyrouth, dans la plaine de la Bekaa et à l'intérieur du Sud-Liban, hauts lieux de l'organisation chiite, mais pas à la frontière israélienne. *«Ce qui veut dire que les soldats postés là utilisent un autre réseau de communication, souterrain, qui n'a pas été intercepté par Israël»*, observe Mohanad Hage Ali.

Pour Mesrob Kassemdjian, les représailles pourraient ne pas arriver tout de suite *«du fait de leur préparation, de la coordination avec l'Iran et des acteurs opérant en Syrie, en Irak au Yémen et à Gaza, mais aussi du fait des opportunités qui se présentent. Les combattants attendent qu'Israël envoie des soldats à la frontière, sur le terrain. A moins que le mouvement ne dispose d'informations sur un cessez-le-feu sur le point d'être négocié à Gaza, ce qui lui permettrait de ne pas riposter en invoquant le processus de paix signé dans l'enclave.»*

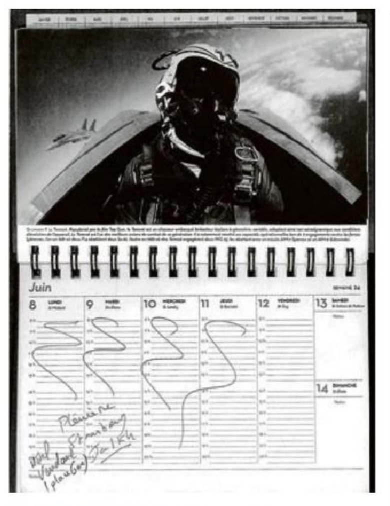
Son confrère Mohanad Hage Ali est moins optimiste. *«Ces attaques ont choqué le mouvement et l'ont rendu paranoïaque*, s'alarme-t-il. *Il sera poussé à adopter une réponse plus radicale et à déclencher un conflit, loin de la politique et du pragmatisme.»*





Du Bellay identifié à Notre-Dame: en Anjou, terre natale du poète, «ça fait causer»

Mardi, des chercheurs de l'Inrap ont annoncé avoir mis la main sur les ossements de Joachim du Bellay, mort à environ 37 ans de tuberculose osseuse. A Liré, commune de 2500 habitants dont est originaire le poète de la Renaissance, cette découverte a une saveur toute particulière pour les habitants. PHOTO AFP



Affaire Bardella «Libé» publie une partie des documents fabriqués

Depuis nos révélations selon lesquelles Jordan Bardella a participé à la création de fausses preuves de travail pour camoufler son activité fictive, à l'époque où il était assistant parlementaire à Bruxelles, l'actuel président du Rassemblement national n'a de cesse de remettre en cause l'honnêteté de notre enquête. *Libération* est pourtant en mesure d'affirmer que Jordan Bardella a fabriqué des fausses preuves de travail, dont nous publions une partie. Un membre de l'équipe du député européen Jean-François Jalkh a commandé sur Internet un agenda calendrier 2015, *«avions d'exception»* (avec des photos d'avions de chasse), dont nous avons obtenu une copie. Sur celui-ci, Jordan Bardella a gribouillé de façon sommaire quelques événements liés au mandat de Jean-François Jalkh entre février 2015 et juin de la même année, de l'époque où il était son assistant parlementaire local. Surtout des dates de réunions plénières, des déplacements à Bruxelles. Cela pour faire croire qu'il suivait son agenda ou l'accompagnait à des événements. Son écriture y apparaît sur douze pages. *«On lui a dicté ce qu'il fallait mettre dans l'agenda»*, raconte une source proche de l'eurodéputé à l'époque. *Libération* a aussi récupéré le bon de commande du calendrier, indiquant qu'il a été acheté le 15 mai 2018, avant d'être livré au siège du Rassemblement national de l'époque, à Nanterre. **T.B.** PHOTO DR

A lire en intégralité sur *Libération.fr*

Grève pour le climat Les jeunes de nouveau dans la rue ce vendredi

Un second souffle pour la lutte en faveur de la planète. Le mouvement Fridays for Future France revient sur le devant de la scène en lançant, ce vendredi, un nouvel élan de grèves pour le climat. La branche française du mouvement international, lancé par Greta Thunberg voilà six ans devant le Parlement suédois, a annoncé plusieurs rassemblements en milieu d'après-midi notamment à Strasbourg, Lille, ou encore Orléans. Les images de dizaines de milliers de jeunes défilant dans les rues en 2019 semblent lointaines. Il faut dire que depuis la fin des restrictions liées au Covid-19, qui avaient stoppé net cet élan citoyen, les mobilisations n'ont jamais retrouvé l'ampleur des débuts.

En Ouganda, un projet de Total menace une réserve naturelle

Diana Nabiruma évoque avec émotion l'émerveillement ressenti quand elle a découvert le parc naturel de Murchison Falls. *«C'est en endroit spectaculaire. Peut-on seulement imaginer qu'une telle beauté existe? Avec autant d'animaux sauvages, évoluant dans des paysages diversifiés depuis la savane, jusqu'à la luxuriante forêt tropicale?»* décrit cette activiste impliquée dans le combat contre l'exploitation de gisements de pétrole dans ce paradis. *«Lors de ma dernière visite cette année, j'ai vu le changement. Tant d'animaux semblent avoir disparu, ou sont moins visibles»*, regrette-t-elle.

Jeudi, Afiego, l'ONG locale de cette militante, a publié, avec le soutien de l'association française les Amis de la Terre, un rapport accablant sur les effets de l'exploitation du pétrole dans ce joyau de la biodiversité, situé à 300 km au nord-ouest de Kampala, la capitale ougandaise. Le titre du rapport est en soi éloquent: «Le parc de Murchison Falls est en train de mourir». Au cours des années récentes, d'autres rapports ont déjà alerté sur les risques pour la biodiversité, mais aussi pour les communautés locales, qui se profilent avec la mise en place d'un gigantesque projet pétrolier, amorcé après la découverte de gisements en 2006. Cinq ans plus tard, deux compagnies signent les premiers accords d'exploitation avec les autorités ougandaises: la multinationale française TotalEnergies et la compagnie chinoise China National Offshore Oil Corporation.

Les deux partenaires prévoient de forer 457 puits, dont un tiers dans l'enceinte même du parc. Un immense pipeline, le plus long au monde, est également prévu pour transporter l'or noir de l'Ouganda, pays enclavé, jusqu'à la façade maritime de la Tanzanie. Sa construction impose le déménagement de plusieurs villages, en usant d'intimidations contre les habitants et les militants, comme *Libération* l'avait déjà montré.

La nouveauté du rapport publié jeudi, *«c'est qu'il mesure les premiers effets concrets de l'exploitation du pétrole qui a commencé en juin 2023»*, souligne Juliette Renaud, des Amis de la Terre. Les pires craintes des activistes semblent confirmées. Une immense tour de forage plantée dans la savane au cœur du parc émet des vibrations qui font déjà fuir les animaux. Notamment les éléphants, qui *«s'éloignent de plus en plus du parc»*, note le rapport. Cultures dévastées et accidents mortels se multiplient, avec cinq personnes tuées entre 2023 et avril 2024. Les lumières de la tour, *«qui peuvent être vues jusqu'à 13,9 km de distance»*, ont également un *«impact négatif»* pour les lions et les léopards, habitués à chasser la nuit.

En tout, dix plateformes pétrolières sont en cours de construction dans le parc, dont deux à proximité du delta du lac Albert, qui abrite plus de 55 espèces de poissons et l'une des plus grandes populations de crocodiles du Nil. Si les effets en ce point précis n'ont pas encore été encore enregistrés, le rapport redoute *«la contamination de l'eau par des produits chimiques»*, inévitablement liés à l'extraction pétrolière. Le paysage sera de toute façon défiguré. *«Avec la construction de plus de 40 km de routes pour relier les infrastructures et le défrichage des prairies, le parc risque de ressembler de plus en plus à une zone industrielle»*, se désole Diana Nabiruma.

Les opposants au projet pétrolier sont par ailleurs souvent menacés ou emprisonnés. D'autant que les multinationales sont soutenues par des alliés puissants. Et notamment la France. *«Elle pèse de tout son poids aux côtés de Total. En 2021, le président Macron a félicité le président ougandais Yoweri Museveni pour sa réélection. En dépit d'une campagne électorale émaillée de violences et d'irrégularités. Et surtout, il a rappelé son soutien au projet pétrolier»*, pointe l'activiste.

Jeudi, TotalEnergies a fait savoir à Libération *«prendre très au sérieux la gestion des impacts environnementaux potentiels liés à ses activités dans le parc»* et nie notamment tout *«changement significatif dans les mouvements des éléphants en lien avec [ses] activités»*.

MARIA MALAGARDIS

39%

C'est le pourcentage d'athlètes testés pendant les JO de Paris, avec cinq cas positifs, a annoncé jeudi l'International Testing Agency (ITA), chargée du programme antidopage pendant les Jeux. Au total, 6130 échantillons (urine, sang, sang séché) ont été prélevés émanant de 4770 contrôles sur 4154 sportifs, selon l'ITA. Une augmentation de 4% par rapport à Tokyo 2020 et de 10% par rapport à Rio 2016. Soit *«la plus grande proportion»* de sportifs jamais testés. Les pays les plus contrôlés ont été les Etats-Unis, la France, la Chine, l'Australie et la Grande-Bretagne. Aux JO de Tokyo en 2021, six cas de dopage avaient été détectés.

«Le chien viverrin et la civette se trouvent en haut de la liste des suspects de l'origine du Covid.»

FLORENCE DÉBARRE
chercheuse au CNRS, qui a dirigé l'étude sur l'origine de la pandémie.

Un virus d'abord porté par des chauves-souris, puis transporté par des mammifères jusqu'au marché d'animaux vivants d'une métropole chinoise, ou une fuite de laboratoire dans cette même ville? Presque cinq ans après les débuts de la pandémie de Covid-19, son origine demeure obscure. Une équipe internationale a apporté de nouveaux éléments au débat jeudi, dans la revue *Cell*. Les chercheurs ont identifié les espèces animales les plus susceptibles d'avoir servi d'hôtes intermédiaires au Sars-CoV-2. Le chien viverrin – un canidé proche des ratons laveurs – et la civette – un petit mammifère tacheté – sont les principaux suspects. Ces pistes vont dans le sens d'une pandémie causée par l'introduction d'animaux infectés sur le marché de Wuhan, même si l'hypothèse du laboratoire n'est pas écartée.

A lire en intégralité sur *Libération.fr*



«Jean Jaurès est l'un des premiers à entrecroiser la question sociale, la laïcité et la République»

Le tribun socialiste, qui était aussi professeur, député et journaliste, a toujours conjugué la défense des luttes sociales à la pratique parlementaire, détaille l'historien Jean-Numa Ducange dans une biographie.

Recueilli par
SIMON BLIN

Jean Jaurès demeure une référence dans l'imaginaire politique à gauche. Mort en martyr au début de la guerre de 1914 et panthéonisé dix ans après, il *«est l'inventeur d'une certaine idée du socialisme et de la gauche, et ses prises de position ont suscité des débats qui sont encore, en partie, les nôtres»*, soutient Jean-Numa Ducange, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen et membre de l'Institut universitaire de France (IUF), dans une biographie, *Jean Jaurès* (Perrin). Ce spécialiste d'histoire sociale et politique retrace le parcours complexe de ce philosophe en politique : le député du Tarn, orateur charismatique, défenseur du parlementarisme et des alliances à gauche, fut d'abord un personnage clivant, voire haï, avant de devenir un mythe consensuel convoité ces dernières années par la droite.

L'une des préoccupations de Jean Jaurès a été l'unification de la gauche, ce qui est également l'un des enjeux politiques du moment avec l'émergence du Nouveau Front populaire. Quel est votre regard sur la séquence actuelle à gauche ?

Avant la dissolution, se dessinait déjà une recomposition de la gauche autour de deux pôles, avec d'un côté la renaissance – toute relative – des sociaux-démocrates, un camp proeuropéen, modéré mais solidement ancré sur la question sociale, et dans lequel on retrouve un certain nombre d'élus locaux. Et de l'autre, la gauche de rupture autour de Jean-Luc Mélenchon, qui a fait disparaître électoralement ce qu'étaient l'extrême gauche et le PCF, en parvenant à agréger une partie des populations des banlieues autrefois encadrées par le Parti communiste.

Mais les ambiguïtés de son leader avec l'antisémitisme ou la Russie, son style populiste, rebutent nombre d'électeurs. Et puis, il y a un pôle plus incertain autour de François Ruffin qui ne fait pas l'impasse sur la social-démocratie tout en prenant en compte une partie des aspirations des électeurs du Rassemblement national pour les ramener vers la gauche. Assurément, c'est du côté de ce pôle que vit probablement le plus l'esprit de Jaurès. Mais la qualité d'un grand homme de gauche a été à chaque période de l'histoire de fédérer différentes composantes, tout en neutralisant une partie de la droite. On en est loin…

Comment Jean Jaurès a-t-il œuvré à cette union des gauches, en son temps ?



DR

Jean Jaurès est très hostile à Georges Clemenceau, notamment sur la question sociale et la répression des grèves, mais il s'abstient au moment de voter contre son investiture à l'Assemblée nationale. Il vient du républicanisme «opportuniste», comme on dit à l'époque, il est proche des idées de Jules Ferry. Il reste libéral au sens politique du terme, défend la liberté de la presse, la liberté d'expression et la pratique parlementaire.

Pour lui, être républicain, cela a un sens, même s'il condamne la répression contre le mouvement ouvrier. Sans vouloir établir des parallèles superficiels entre aujourd'hui et le début du XX^e siècle, son rôle idéologique a été de conjuguer une sensibilité à la radicalité sociale avec les institutions républicaines. Aujourd'hui, on dirait qu'il est «réformiste», terme parfois connoté péjorativement. En fait, il est l'un des premiers à entrecroiser la question sociale, la laïcité et la République, trois piliers de ce que deviendra la gauche.

Face à la droite qui réduit la République à sa composante conservatrice à l'époque, il appelle de ses vœux à une «République sociale». Quel est son logiciel intellectuel ?

Dans les années 1880, il y a un courant monarchiste qui joue le jeu des institutions républicaines pour avancer un agenda conservateur et, à l'opposé, une gauche socialiste qui estime se situer en dehors du champ républicain, car elle considère que c'est une grille de lecture bourgeoise. Jaurès, lui, s'inscrit dans la dynamique d'une gauche socialiste et républicaine. S'il est républicain avant d'être marxiste, il est rompu aux lectures de Marx, car il a fait une thèse de philosophie sur les origines du socialisme allemand. En 1892, il fait donc le choix de se rapprocher des socialistes et du parti ouvrier de Jules Guesde et de Paul Lafargue, les introducteurs du marxisme en France. A sa droite, on ne cessera jamais de lui reprocher de parler avec les marxistes, tandis qu'à sa gauche, on lui en voudra de vouloir faire des compromis et des gouvernements d'alliances larges. Que l'on ne s'y méprenne pas cependant : ce n'est pas qu'à son art du consensus qu'il doit son succès, mais aussi et surtout à son charisme et à son talent oratoire. Philosophe, intellectuel en politique, Jaurès, c'est aussi une prestance, une voix et un phrasé. De multiples réalités, dont certaines sont souvent minorées, et que je cherche à restituer dans mon livre pour mieux comprendre le tribun.

Avec Léon Blum, Jean Jaurès est l'une des principales références historiques de la gauche, alors qu'il n'a jamais gouverné. Pourquoi est-il si important ?

Jaurès a proposé une synthèse entre mouvement ouvrier et République, une lecture marxisante de la réalité sociale tout en prônant des alliances politiques larges. Ce n'est pas rien, car les uns et les autres s'opposent plus souvent qu'ils ne s'accordent. Comparé à l'imaginaire politique de la droite, occupé par la figure de De Gaulle qui a tant gouverné, il n'y a, certes, pas photo : Jaurès n'a jamais été ministre ! Reste qu'il y a un certain nombre de grandes lois sociales qui sont le fruit d'alliances parlementaires auxquelles Jaurès a pris une part active.

La première grande loi sur les retraites ouvrières et paysannes en 1910, qui prévoit le versement d'une pension, lui doit beaucoup. Il s'agit d'une veille idée portée par la frange la plus sociale du camp républicain, mais sans cesse bloquée par le Sénat. Une partie des socialistes, qui estime le projet de loi insuffisant, ne veut pas non plus la voter. Sous l'impulsion de Jaurès, et d'autres, un texte parvient finalement à être voté. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une loi permet de créer un système de retraite général et obligatoire.

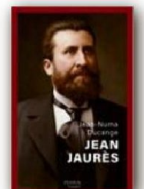
On pourrait également citer l'impôt sur le revenu pour lequel le normalien a beaucoup bataillé. Aujourd'hui, cette mesure est une évidence, mais elle a été le fruit d'un très long combat politique. Enfin, il s'intéresse beaucoup aux institutions. Pour lui, la démocratie n'est pas réductible au seul principe du suffrage universel. Comme le Clemenceau des origines, il veut réformer le Sénat, Chambre conservatrice qui bride les intérêts du peuple et dont une partie des membres étaient au départ élus à vie. Il planche sur l'idée d'un Sénat sociologique dont les élus représenteraient les différentes catégories sociales, une sorte de société civile. Le projet sera repris, mais déformé par Vichy avec un système corporatiste.

Et puis, il y a la loi de 1905…

C'est l'un des tournants de sa vie. Jaurès est laïque avant d'être socialiste. En tant que républicain modéré, l'un des grands clivages qui le sépare de la droite conservatrice est le projet de laïcisation de l'Etat. A l'époque, ce projet est loin de faire consensus, même au sein du mouvement ouvrier où certains considèrent que c'est une préoccupation de bourgeois. Jaurès est professeur, passé par l'Ecole normale supérieure, et s'il y a une chose sur laquelle il est intransigeant, c'est l'Ecole laïque. Pour lui, il est indispensable de former la jeunesse aux valeurs de la République pour lutter contre les préjugés des nationalistes et d'une partie des catholiques.

Il défend l'idée que, pour convaincre les ouvriers de la prédominance des intérêts de classe, il faut se défaire de l'emprise de l'Eglise.

Jean Jaurès (1859-1914), lors d'une manifestation au Pré-Saint-Gervais, en 1913. PHOTO MAURICE-LOUIS BRANGER. ROGER-VIOLLET



JEAN JAURÈS
JEAN-NUMA DUCANGE
Perrin, 464 pp., 25 €.

En même temps, comme d'autres à l'époque, il voit le socialisme comme un christianisme laïcisé. En faire un conciliateur serait malgré tout, sur ce point, erroné. Parlerait-on de «laïcité ouverte» aujourd'hui ? Je ne crois pas. Dans le contexte politique de l'époque, il prône une laïcité de fermeté face à une Eglise puissante et une Action française qui mène des campagnes pour empêcher les inventaires des biens des établissements cultuels.

Quel était son rapport à la colonisation, thème qui agite aujourd'hui la gauche intellectuelle ?

Jaurès partage longtemps la mystique républicaine pour l'œuvre coloniale à un moment où celle-ci est déjà contestée dans l'opinion publique. Il est parfois plus enthousiaste pour les conquêtes coloniales que la droite qui considère que la priorité est la reconquête de l'Alsace-Lorraine. En 1885, il soutient Jules Ferry, alors président du Conseil, dans le projet d'expédition militaire à Tonkin (au nord de l'actuel Vietnam). Il défend avec la même ardeur la politique coloniale en Algérie. Il fait partie de ceux qui pensent que *«ces peuples sont des enfants»*.

Il devient par la suite critique de l'ordre colonial. Son ouverture à l'international et son universalisme, qui loin de la rabougrir l'ouvre au monde. Par exemple, alors que beaucoup de ses contemporains écrivent sur la Révolution de 1789 sans jamais évoquer autre chose que la métropole, Jaurès remarque et prend en considération les mouvements de lutte dans les colonies françaises. Il fait partie de ceux qui, partis d'un préjugé très fort de supériorité civilisationnelle, appelleront à réformer en profondeur l'Empire colonial, à l'«humaniser». Une immense avancée par rapport à ce que pense beaucoup de monde à l'époque…

Dans votre ouvrage, vous évoquez longuement la question de l'héritage de Jaurès. Aujourd'hui, il est convoité même à droite. Pourquoi ?

Durant l'entre-deux-guerres, ce sont les socialistes et les communistes qui se déchirent sur son héritage. Sa panthéonisation en 1924, sous l'impulsion du Cartel des gauches et alors que la droite s'y oppose, contribue à en faire une grande figure nationale, d'autant que son assassinat en 1914 en fait un martyr. Progressivement, son nom, autrefois très clivant, devient consensuel. Même une partie de Vichy s'en réclame après que des socialistes ont rallié le régime. Sa défense du rôle des coopératives dans le mouvement ouvrier devient pour les besoins de l'heure une justification du corporatisme et de la charte du travail du 4 octobre 1941. Sa recherche de conciliation entre la nation et l'internationalisme est également instrumentalisée par le maréchal Pétain pour justifier sa poignée de main avec Hitler.

Plus tard à droite, c'est Henri Guaino, plume de Nicolas Sarkozy, qui brouille les repères en multipliant les références au député de Carmaux (Tarn). En faisant appel à Jaurès, il cherche à démontrer que la gauche de 1968 a abandonné le travail au nom d'un *«Jouir sans entraves»* mortifère. Lors de son discours prononcé le 12 avril 2007 à Toulouse, Nicolas Sarkozy, candidat à la présidentielle, le cite à vingt-sept reprises ! La gauche s'indigne face à ce qu'elle estime être une «captation d'héritage». Quant à Jean-Marie Le Pen, il se réfère à son patriotisme qu'il oppose aux élites mondialisées de gauche ou de droite. Depuis Emmanuel Macron s'y est mis. Et son nom continue d'agiter l'imaginaire politique. ◆



En 1995, Michel Barnier, alors ministre de l'Environnement, au lycée Jean-Moulin de Pontault-Combault (Seine-et-Marne). PHOTO JEAN-LOUP GAUTREAU. AFP

Michel Barnier, il est urgent de s'occuper des jeunes !

A part faire valser les ministres de l'Education, rien n'est entrepris par le pouvoir politique pour faire face à la détérioration de l'école, la toute-puissance des écrans, l'anxiété des élèves, déplorent l'actrice Isabelle Carré et la journaliste Delphine Saubaber.

Nous allons dans le mur, chacun le sait. Droit devant. Et avec nous, nous amenons nos enfants. L'éducation et les jeunes ont été les grands absents de la campagne des dernières élections législatives. Et la rentrée s'est faite avec une ministre démissionnaire.
Il y a un an, comme tant d'autres de manière éparse sur le territoire, nous faisions des ateliers d'écriture pour les enfants. Nous en avons mené sur le monde de demain avec des enfants de 8 à 15 ans, du sud de la France à la banlieue parisienne. *Libération* est venu nous voir. Les textes reflétaient une noirceur, une lucidité, un désenchantement et une anxiété qu'on a peine à concevoir.
Depuis, nous en avons fait bien d'autres. Et c'est toujours la même histoire. Parler du monde de demain, c'est évidemment parler du monde actuel. Quelques titres de textes d'enfants de 11 ans, parmi d'autres : «La planète du malheur» ; «Le monde à l'envers» ; «Journal d'un mort» ; «Un monde vide» ; «La planète jeux vidéo» ; «La politique va nous détruire» ; «Le silence finit toujours par s'éteindre». Dans leur projection en l'an 5000, la planète Terre a disparu, balayée par les aléas climatiques. La robotisation de la vie, du travail, des rapports sociaux et amoureux, a tout envahi. Les humains ont été chassés de la Terre par un entrepreneur qui les a déplacés sur une autre planète où les individus s'achètent entre eux. Ailleurs, on vit avec un casque sur les yeux jour et nuit. L'enlever, c'est aller en prison. On ne ressent plus de douleur, car la douleur n'existe plus, *«tout est virtuel»*.

REFONDER L'ÉCOLE

Mesurant l'étendue du problème sociétal qui se joue sous nos yeux, nous avons décidé d'en appeler au politique. A la rentrée dernière, nous adressions dans *le Monde* une tribune en forme de supplique à Gabriel Attal, alors ministre de l'Education. Pour soutenir et refonder profondément l'école, lui donner les moyens de redevenir un phare pour nos enfants, pour la nation. Réduire le nombre d'élèves par classe. Revaloriser notamment l'écrit, dès le primaire, dans une dimension quotidienne, citoyenne, philosophique et sociétale. Pour former des individus et des citoyens libres, réfléchissants, empathiques, dans un monde de plus en plus complexe, volatil, contradictoire, victime des bouleversements climatiques.
Le texte, signé par une centaine de personnalités dont Elisabeth Badinter, Jacques Attali ou Grand Corps malade, interpellait sur la conjonction inédite de trois phénomènes contemporains : la détérioration du niveau scolaire de l'écrit et de la lecture ; la toute-puissance des écrans dans le cerveau des jeunes à propos de laquelle les scientifiques, les professionnels de l'enfance et les enseignants tirent le signal d'alarme depuis des années ; l'expansion fulgurante de l'IA qui, déjà, rédige des devoirs de collégiens.
Aujourd'hui, des enfants de 8 ans peuvent voir des vidéos pornos, ou même un viol, sur certains réseaux sociaux. Va-t-on encore longtemps se voiler la face ? A quand une grande campagne nationale sur les écrans, comme sur le tabac, et une véritable prise de position en la matière ?
Plus largement, pourquoi, aux dernières élections, la jeunesse et l'éducation ne figuraient-elles pas aux côtés du pouvoir d'achat, de l'immigration ou des retraites ? Quel est celui qui, demain, parlera de nos jeunes et à nos jeunes pour leur tracer un chemin ? Devons-nous encore parler des chiffres de la santé mentale de la jeunesse, dont le Sénat souhaite faire une grande cause nationale ? En février dernier, des enfants ont lu certains de leurs textes sur le monde de demain à l'Académie française, grâce à la générosité de son secrétaire perpétuel Amin Maalouf. Les mots puissants de Claude Alphandéry, grand résistant de 101 ans, disparu depuis, portés par la voix de Catherine Hiegel, y rejoignaient la voix des enfants et d'autres personnalités, telles la philosophe Cynthia Fleury ou le rappeur Oli. Un événement intense, qui n'a pourtant trouvé aucun relais politique.
Lire et écrire, c'est apprendre à penser. C'est recevoir la pensée d'un autre. C'est nommer, relier, développer son esprit critique. C'est être présent, s'inventer un monde intérieur. Lire et écrire, c'est, comme le dit Alain Bentolila, *«la magnifique réponse à la question que les hommes ont mis des centaines de milliers d'années à oser se formuler : "Que suis-je ?"»* Un an est passé.
Et il ne s'est rien passé. Ou plutôt si. Quatre (et bientôt cinq) ministres de l'Education – dont une, aussi en charge des JO, pour 28 jours. Des effets d'annonces et des formules qui s'empilent, aussi lapidaires que vides de sens, emportées par les fleuves de l'instantané et de l'oubli. Que veut dire le «choc des savoirs» ? Les savoirs auraient-ils besoin d'être «choqués» ? A moins que ce ne soit les élèves ? Que peuvent penser les professeurs, les parents, et les élèves, qui ont conscience que, dans cette valse à mille temps, se joue leur avenir ? Les ministres de l'Education passent. L'école reste. Les professeurs et les élèves aussi. Avec des postes manquants, des vocations en berne, des inégalités déchirantes, des programmes surchargés et confus, ayant pour finalité des évaluations en cascade, dès le début du primaire. Et une crise qui, comme l'hôpital, va en s'amplifiant de jour en jour.

DES PROGRAMMES CONFUS

L'école, selon Gabriel Attal, est *«la mère des batailles»*, pour Emmanuel Macron, c'est *«servir nos enfants et notre jeunesse»*. Mais l'école n'est pas une agence de communication. Elle a besoin d'une vision, de confiance et d'élévation dans un monde de progrès si effréné, si saccadé, qu'il ne permet plus de déceler un sens, un chemin commun, dans des sociétés de plus en plus fracturées. Il est plus qu'urgent de façonner les adultes de demain, des adultes qui seront nos décideurs. Il est urgent de leur donner des armes, de s'adresser à eux en tant qu'individus réfléchissants, et non seulement en tant qu'élèves, dans un système conçu pour les enfants d'autrefois et non ceux d'aujourd'hui.
Où est la voix de la jeunesse dans ce brouhaha collectif qui ne tend le micro qu'à la sécurité, à l'inflation, aux retraites ? Si demain, nous ne remettons pas l'Education au centre de toutes les batailles, si nous ne formons pas des individus libres, critiques, autonomes, quelle place trouveront tous ces thèmes, dans une société de plus en plus sujette à la violence que l'on semble toujours découvrir à la faveur de faits divers ? Le cocktail des phénomènes décrits plus haut est explosif pour les années à venir. Et nous faisons semblant de ne rien voir. Les ministres valsent. L'école reste. Les enfants aussi. Qu'en pensez-vous, monsieur Barnier ?

Signataires : Edgar Morin Sociologue, philosophe **Robert Gelli** Procureur général honoraire **Agnès Jaoui** Actrice **Alexandre Jardin** Ecrivain, cofondateur de Lire et faire lire **Eric Fottorino** Journaliste et écrivain **Mathias Malzieu** Chanteur, musicien, écrivain **Martin Solveig** DJ, producteur…

Par
ISABELLE CARRÉ
Actrice et écrivaine
et **DELPHINE SAUBABER**
Journaliste, prix Albert-Londres en 2010



CORBIS GETTY IMAGES



AFP





Tu te trompes Jean-Luc, les campagnes comptent

Le vice-président du conseil départemental du Lot (PS), Rémi Branco, répond à Jean-Luc Mélenchon qui invitait les militants insoumis à se focaliser sur les jeunes et les quartiers populaires, quitte à «laisser tomber le reste».

Cher Jean-Luc Mélenchon, cher camarade, je t'ai écouté cette semaine depuis mon village de Puy-l'Evêque dans la vallée du Lot. Tu sais, ici comme ailleurs, tout le monde te regarde sur les chaînes d'info ou sur Tik Tok, selon l'âge. Nous t'avons donc entendu expliquer à des militants à Paris qu'il fallait mobiliser la jeunesse et les quartiers populaires. Et puis tu as ajouté ceci: *«Tout le reste, laissez tomber, on perd notre temps. Là se trouve la masse des gens qui ont intérêt à une politique de gauche.»* J'ai réécouté deux fois, trois fois. Sidéré. Te rends-tu compte de la violence de ta phrase? Nous sommes donc à tes yeux *«le reste»*, sorte de version insoumise des *«gens qui ne sont rien»* d'Emmanuel Macron.
Tu sais, *«le reste»*, c'est précisément comme ça qu'on se sent souvent perçus dans nos ruralités et à la périphérie des métropoles. *«On va faire des TGV pour relier les grandes villes, le reste… On va y construire de beaux CHU, le reste… On va leur mettre des agences "France services" et tout ira bien.»* Ce que tu appelles *«le reste»*, ce sont des territoires qui ont vu des industries partir, les services publics reculer, des gares fermer, des médecins disparaître, le prix du carburant et du fioul s'envoler aussi vite que le vote RN dans l'indifférence quasi générale. Bref, je pense, du moins j'espère, que je ne t'apprends rien.
Ce *«reste»*, il désespère de la gauche. Il désespère de ne jamais t'entendre le défendre sur toutes ces colères du quotidien. Je pensais naïvement que tu l'avais compris en voyant la gauche se réduire à peau de chagrin avec seulement 31 députés issus du monde rural. Au lieu de ça, tu nous abandonnes en rase campagne: *«Laissez tomber!»*

L'abandon

Ces territoires sont pourtant les premières victimes des politiques néolibérales que tu combats depuis quarante ans, de la métropolisation de l'activité économie couplée à l'exode rural. Contrairement à ce que tu crois, ils n'ont jamais eu autant besoin d'une politique de régulation, de planification, de redistribution sociale et territoriale. Qui, sinon la gauche, régulera l'installation des médecins, soutiendra l'hôpital public, mettra un coup d'arrêt aux fermetures de classes et d'écoles? Qui d'autre sortira de la démagogie avec le syndicalisme agricole pour engager l'agriculture dans sa nécessaire transition agroécologique avec et pour les agriculteurs? Qui donnera les moyens à la culture d'essaimer jusque dans nos villages qui regorgent d'initiatives et de créativité? Qui permettra aux collectivités locales de jouer pleinement leur rôle d'impulsion autant que d'amortisseur de colère?
Te rends-tu compte de la violence de tes mots pour les électeurs et militants de gauche en milieu rural? Tu penses vraiment qu'on perd notre temps lorsqu'on se bat pied à pied pour convaincre que Jordan et Marine sont une arnaque, que c'est la gauche qui a les solutions à leurs problèmes?
Te rends-tu compte que ta stratégie nous mène dans le mur, qu'à mesure que tu focalises le débat sur des clientèles électorales supposées, tu ne parles plus à l'universel et accessoirement aux Français? Que les quelques points de participation en plus que tu penses obtenir ne compenseront jamais le rétrécissement continu de la gauche dans ces coins de France auxquels tu adresses cette indifférence pour ne pas dire ce mépris?
Te rends-tu compte enfin que loin de l'image caricaturale de conservatisme, de xénophobie ou d'une France d'autrefois, ce que tu appelles *«le reste»* est, en réalité, une partie de l'avenir du pays. Parce que les métropoles sont saturées d'une part, mais aussi parce qu'on crée ici et là de nouvelles façons de coopérer, de s'entraider, parce que la culture qui s'y développe est riche de vécus, d'identités et d'imaginations différentes, parce que le lien humain entre les uns et les autres y est si singulier. Tu soupires? Alors, allons plus loin. Si je te dis que notre agriculture sera demain notre meilleure alliée pour sauver le climat? Parce que l'agroécologie que nous soutiendrons va régénérer nos sols pour mieux y capter l'eau et y stocker le carbone. Si j'ajoute qu'elle attirera chaque année davantage de jeunes y compris de plus en plus de femmes qui, lassés des «bull shit jobs» de bureau, y trouveront un métier qui a du sens et participeront du repeuplement de nos campagnes. Ces nouveaux ingénieurs du vivant vont juste nourrir le monde et sauver le vivant! Pas mal comme projet à porter pour la gauche et l'écologie, non?

L'avenir

Ces solidarités, cette créativité, cette conscience écologique, cette aspiration à une société plus fraternelle, elles sont, en réalité, partagées partout en France, dans les villes comme dans les campagnes. Le service public, on en a besoin partout, l'émancipation par l'école et le travail et non par la rente ou l'héritage, elle est attendue partout. Qu'y a-t-il de plus commun que la profonde injustice que peut ressentir un gamin de Bondy comme celui de Puy-l'Evêque quand il comprend que la société dans laquelle il grandit ne lui donne pas les mêmes chances que les autres? Qu'y a-t-il de plus commun que leur refus d'être assigné à résidence et leur espoir farouche de voir un jour ces barrières tomber?
Voilà pourquoi quand je t'écoute je n'entends plus un discours de gauche. Jaurès parlait aux mineurs de Carmaux comme aux paysans du Tarn. Blum défendait le droit au repos des ouvriers comme les revenus des vignerons de l'Aude. La langue de la gauche comme celle de la République sont universelles, car ce ne sont pas simplement les enfants des villes ou des campagnes qui ont besoin des idées et des valeurs de la gauche, mais la société tout entière. Avec ou sans toi, non, on ne laissera jamais tomber.

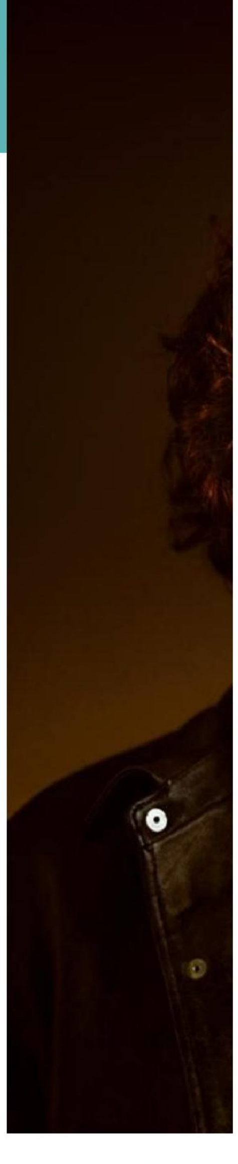
Par
RÉMI BRANCO


DR

Vice-président du conseil départemental du Lot (PS) et auteur de *Loin des villes, loin du cœur. La gauche veut-elle regagner les campagnes?* (éditions de L'Aube-Fondation Jean-Jaurès, 2024).






Jamie xx à Paris, le 20 juin.

Recueilli par **OLIVIER LAMM**
Photo **LAURA STEVENS. MODDS**

JAMIE XX «Dès qu'une musique émerge, elle appartient à tout le monde, instantanément»

Le DJ londonien, membre fondateur de The xx, sort «In Waves», neuf ans après son premier album solo. Un disque vibrant qui contourne les évidences de l'époque.

Il n'avait pas très envie d'y retourner. Un mystère, tant *In Colour*, premier album dance et solo de Jamie «xx» Smith, fut une réussite commerciale, artistique et critique. Mieux, ce qu'on percevait à l'initial comme un *side project* du taciturne homme-machine de The xx fait partie des rares albums à s'être imposés sur le temps long comme un classique de la musique électronique populaire anglaise des années 2000-2010, aux côtés de ceux de Burial ou James Blake. Alors pourquoi ces neuf longues années de hiatus, pendant que les amis Four Tet ou Caribou faisaient muter leur dance à la vitesse de la lumière? La réponse est tout entière contenue dans *In Waves*, second volet bombastique et diaphane à la fois, merveille de dance music fastoche d'accès qui contourne pourtant toutes les évidences de l'époque et toutes les facilités, façonné de disco euphorique et de massive mélancolie, de puzzles de samples acrobatiques et funky, de basses énormes et d'accords de piano endormis. Un disque de pop électronique dense et vibrant, aussi un grand disque de fin d'été qui rappelle qu'on ne danse jamais aussi gaiement qu'à l'approche de l'hiver et de la fin. En doutant, merveilleusement.

Vous souvenez-vous de la première fois que vous avez été ému sur un dancefloor?
C'était au Plastic People, à Shoreditch. Je me souviens d'une pièce plongée dans l'obscurité et d'un système son incroyable. Ça devrait être un mardi soir, la pièce était clairsemée, mais le son fabuleux… Par la suite, j'y suis retourné à chaque fois que je pouvais. Plastic People faisait partie de ces lieux qui ne décevaient jamais.

Quel âge aviez-vous?
17 ans. Je sortais déjà, mais dans des clubs indie, où l'on jouait du Joy Division. C'était bien, mais rien qui fasse monter les larmes aux yeux.

***Wanna*, qui ouvre *In Waves*, est une étonnante juxtaposition de ce que la dance music peut exprimer de plus sauvage, avec ces basses massives et ces cornes de brume, et de plus tendre, avec un piano traînant. Un manifeste?**
Je crois… Ça s'est précisé au fur et à mesure que je travaillais dessus. Il m'a fallu chercher longtemps pour trouver une raison de faire cet album. Parce qu'après la sortie d'*In Colour*, la dance music est devenue indissociable de la pop, au point que j'en perde mes repères, que je me dise que mon seul salut était de partir faire de la musique ailleurs. La musique électronique compte tellement à mes yeux, c'était comme si l'une des choses les plus intimes de mon existence était devenue ce machin énorme, qui se retrouvait salement malmené…

C'est-à-dire?
Certains trucs qui sortent sonnent incompréhensibles à mes oreilles, dans le sens où je n'arrive pas à comprendre comment on peut ressentir du plaisir en les écoutant. Ceci dit, je suis certain que beaucoup de gens ont ressenti la même chose avec *In Colour*. Mais j'ai dû mettre des œillères pour travailler. Au final, c'est bien un disque de dance music. Et quand le monde a rouvert ses clubs après la pandémie, et que j'ai pu reprendre mon travail de DJ, j'ai trouvé un nouvel amour pour ce que je fais. Je n'ai jamais autant apprécié jouer en club que ces dernières années. Je me souviens, vers la fin du confinement, je me baladais souvent à vélo le long du canal près de chez moi, à Hackney… Et il y avait toutes ces petites raves spontanées… C'était un bonheur immense de voir ces gens qui crevaient d'envie d'être avec d'autres gens, d'être entourés. Peu importe l'état de l'industrie, les gens trouveront le moyen de faire la fête.

De nombreux morceaux d'*In Waves* sont basés sur des samples – on reconnaît Astrud Gilberto sur *Dafodil* ou Almeta Lattimore sur *Treat Each Other Right*…
Le fait d'être assigné à résidence pendant la pandémie m'a encouragé à refaire de la musique. Ne serait-ce que pour m'occuper, pour rien, de la même manière que quand j'étais ado. Rien ne m'y obligeait. Partir de samples, c'est comme ça que j'ai appris à faire de la musique.

Comment choisissez-vous vos samples?
Parfois, une idée germe à l'écoute d'un disque et je dois foncer au studio pour vérifier si elle marche. D'autres fois, c'est la zone, je bloque sur une boucle et le seul moyen d'en tirer quelque chose est de changer de direction. Dans tous les cas, il faut que je sois sûr que je détourne le sample, pas que je me contente d'exploiter l'idée de quelqu'un d'autre qui n'a rien demandé. Mais je n'ai pas de méthode.

Justement, l'album est plein de changements de direction. Les morceaux sont plus complexes, et ludiques, que le tout-venant de la dance music, dont on dit souvent à raison qu'elle fonde son efficacité sur le fait d'être prévisible.
Beaucoup de morceaux qui sortent sont prévisibles, vous avez raison. A contrario, certains jeunes producteurs font une musique dingue et complètement imprévisible. Je me sens très inspiré par des gens comme Metrist, ou Jockstrap. De la musique qui sonne complètement neuve à partir de sons qui nous sont complètement familiers. La musique de Jockstrap est inséparable de la manière dont la musique est consommée aujourd'hui, du fait que n'importe qui a accès à tout et n'importe quoi en un instant. Apparemment, ça a pour conséquence de réduire notre capacité de concentration. J'imagine que ça explique pourquoi tout un pan de la musique actuelle a l'air si dense et découpé, pourquoi elle est si imprévisible aussi. Plus on se sent libre de faire aller la musique dans des directions inattendues, plus on se sent en contrôle. De manière basique, ça signifie qu'on fait ce qu'on veut. C'est très jouissif d'ouvrir cette porte et de s'y engouffrer. Plutôt que de tenter de reproduire la musique qu'on aime.

Aucun des rythmes sur l'album, d'ailleurs, n'est assimilable à un genre de musique électronique en particulier.
Quand je joue comme DJ, j'aime jouer dans tous les genres, tous les tempos. J'adore surprendre le public, le voir contraint de modifier sa manière de danser. La musique électronique est en mutation perpétuelle, elle évolue constamment, plus vite que n'importe quelle autre musique, les cycles se fondent et s'interrompent à une vitesse ahurissante. Je n'imagine pas faire un disque qui procéderait autrement.

CULTURE/

Autrefois, les genres de musique électronique émergeaient de lieux très spécifiques. Surtout au Royaume-Uni, où certaines expressions, comme le grime ou le dubstep, étaient indissociables des zones ou des quartiers où ils étaient nés. Internet a tout changé.
Je viens de Wandsworth puis j'ai vécu à Brixton, et la musique qui me faisait vibrer était fabriquée à quinze minutes de métro. Je n'avais aucune idée de la chance que j'avais d'habiter dans l'épicentre de la dernière scène de la musique électronique anglaise qui allait s'épanouir organiquement sans être propulsée par un Internet mondialisé. Il y a beaucoup à redire de la manière dont ça a évolué depuis. Je suis persuadé qu'une des raisons pour lesquelles la scène club est perçue comme moins valable culturellement est qu'il n'y a plus l'espace ni le temps pour des tribus de se constituer autour d'un son. Parce que dès qu'une musique émerge, elle appartient à tout le monde, instantanément. Ça m'a rendu triste à une époque. Aujourd'hui, je suis heureux de découvrir de la musique tous les jours, peu importe d'où elle provient. La nostalgie ne produit pas grand-chose d'intéressant.

L'un des phénomènes qui a transformé la musique électronique ces dernières années est le brouillage entre le mainstream et l'underground. Cet album joue dans les deux camps.
Il reste des puristes, mais ils n'ont pas l'air d'aller très bien. Ecouter de la musique en s'érigeant en vigie du bon goût ne rend pas très heureux. Ceci étant dit, j'ai détesté voir ma musique préférée devenir si populaire et se diluer, s'affadir. Je n'ai pas pu ignorer que certains trucs qui circulent sonnent assez comme du sous-*In Colour*. Ça aussi, ça m'a pris la tête.

***In Waves* est un album très mélodique.**
J'ai essayé de composer des morceaux dance plus fonctionnels, purement rythmiques. C'est la musique que je préfère écouter, celle sur laquelle j'aime danser en club. Mais quand je compose, je sens bien que ça n'est pas moi. Il manque cet élément qui me fait me sentir dans cet état émotionnel que je suis incapable de décrire, mais dont je sais qu'il signifie que je suis satisfait de ce que j'ai composé. Cet état, c'est tout ce qui compte.

En parlant d'émotion, vous reprenez à votre compte celle spécifique au disco, ce mélange unique d'euphorie et de mélancolie. Et qu'on retrouve dans les mots de *Treat Each Other Right* ou *All You Children*.
Au Paradise Garage *[club mythique de New York, ndlr]*, la musique était pleine de ces messages très simples qui servent autant à passer à la radio qu'à vous emmener au septième ciel quand vous êtes sur la piste de danse. Cette extase n'a aucun équivalent dans les autres genres. Cet album fait référence à ça, autant qu'à ces injonctions au bien-être psychique qui circulent particulièrement au sein des gens de ma génération. C'est *cheesy*, mais ça aide. Les messages de mon album, on peut autant les prendre au pied de la lettre, très sérieusement, que pour se motiver à prendre du bon temps.

***Falling Together*, qui clôt l'album, est particulièrement ambivalent. Les paroles d'Oona Doherty sont autant un plaidoyer pour le laisser-aller qu'un commentaire sur la fin du monde.**
J'ai connu Oona en travaillant avec elle sur un spectacle de danse. La deuxième moitié était construite sur un monologue de vingt-cinq minutes, pour lequel j'avais composé une partition très sombre. Plus tard, j'ai eu envie de reprendre à mon compte son texte. Il y a une part de hasard mais je trouve que la musique et les mots fonctionnent de manière très puissante. Ma musique n'est pas politique, mais je suis heureux que ce morceau, grâce à Oona, dont le travail est très engagé, puisse être interprété comme un commentaire sur l'état du monde. Mon studio surplombe Londres, je vois les silhouettes des immeubles, et j'ai un souvenir précis du moment où la musique m'a pris à la gorge. A chacun de l'interpréter comme il veut.

Vous avez mentionné à plusieurs reprises la possibilité qu'*In Colour* soit votre seul et unique album solo, et qu'il n'aurait jamais de successeur.
A une époque, j'en étais persuadé. Depuis que je suis adolescent, je ressens que nous sommes conditionnés, en tant qu'artistes, à être obnubilés par notre carrière et par le futur, par la prochaine étape, la prochaine ville dans la tournée, le prochain single, l'album d'après. Ça ne s'arrête jamais. J'ai passé ma vingtaine à être absent à moi-même, à lutter pour trouver un sens au fait de faire ma musique parce que je n'y trouvais plus le même bonheur qu'avant d'avoir une carrière, parce que je ne supportais pas la pression d'avoir à terminer les choses pour la faire avancer, parce que quelqu'un avait décidé que c'était mieux pour moi et le business en termes de calendrier. C'est la mise à l'arrêt de tout, avec le Covid, qui m'a donné l'oxygène nécessaire pour dépasser ça. Cet album raconte ce parcours, le bonheur de faire plutôt que d'être obnubilé par le produit fini. Maintenant qu'il sort, je me sens libéré, sans attaches. Je suis impatient de voir de quelle façon le public va se l'approprier. Je suis impatient qu'il ne m'appartienne plus.

JAMIE XX ***IN WAVES*** (Young). Disponible ce vendredi.

CULTURE/



Louis Andriessen à New York en 2018. PHOTO HIROYUKI ITO. NYT. REDUX. REA

Au festival Musica, le monument de l'éminent Louis Andriessen

La 42e édition du festival strasbourgeois dédié à la création contemporaine s'ouvre ce vendredi avec «De Staat», un classique du compositeur néerlandais disparu, influencé par les répétitifs américains.

C'est avec le chef-d'œuvre de Louis Andriessen, disparu il y a trois ans, que s'ouvre la 42e édition du festival Musica de Strasbourg: *De Staat*, qui se réfère à *la République* de Platon. Considéré en France comme un personnage secondaire de l'avant-garde des années 60 et 70, parce qu'il est passé du sérialisme au minimalisme sans pour autant trouver son propre langage, le Néerlandais Andriessen n'en demeure pas moins le compositeur éminent de son pays, et a été joué par le Concertgebouw d'Amsterdam, l'ensemble new-yorkais Bang on a Can, le Kronos Quartet, le Philharmonique de New York et celui de Los Angeles. Par sa manière d'embrasser la musique pop, il a influencé ses compatriotes, séduit le cinéaste Hal Hartley et l'artiste multimédia Peter Greenaway qui a collaboré avec lui sur trois opéras, dont *Writing to Vermeer*.

Fraîcheur. Pour sonner trop souvent comme une déclaration d'allégeance aux trouvailles de Steve Reich, la musique d'Andriessen sait toutefois susciter l'intérêt. On en fit l'expérience en assistant, en 2014, à une nouvelle production, signée Heiner Goebbels, de son opéra *De Materie* – autre classique monté en 1989 à Amsterdam par Bob Wilson. Débutant par un accord martelé 144 fois par les vents, les cuivres, les pianos, les guitares et les basses électriques, l'ouvrage donnait du grain à moudre aux détracteurs. Les accords avaient beau réapparaître sous forme renversée, avec élision de la fondamentale et autres altérations possibles dans le contexte de septième de dominante: le procédé restait grossier.

La partition n'en distrayait pas moins ensuite par son recours à des procédés ou modèles anciens, comme le *cantus firmus* ou la pavane, par la fraîcheur de son écriture conjuguant les rythmes irréguliers de Stravinsky, le swing des big bands jazz, les cellules répétitives de Reich et les figures pianistiques du rock'n'roll.

Le lendemain de cette première, Louis Andriessen nous avait raconté comment son père, compositeur et organiste, avait rencontré sa mère, pianiste, dans le train les conduisant tous deux au conservatoire de La Haye. *«Voyant que je cognais tout le temps sur le clavier, elle m'a donné mes premières leçons, vers 5 ou 6 ans. J'ai composé d'emblée, imitant tout. Mon grand frère Jurriaan, également compositeur, me mettait sur ses genoux quand il jouait, et j'improvisais.»* Parti suivre l'académie d'été de Tanglewood, dans le Massachusetts, ce frère rapporta des anecdotes sur Bernstein et Copland, mais surtout des albums de Charlie Parker et de Stan Kenton, dont le big band était particulièrement avant-gardiste.

«J'avais 12 ans et le son de la formation de Kenton, l'écriture en tuttis et en sections m'ont d'autant plus emballé que je détestais alors le classique, et particulièrement Dvorak et Schumann. J'ai poursuivi mes études à La Haye, dans la classe de Kees Van Baaren mais, dès 1962, je suis parti à Milan puis à Berlin, étudier avec Berio.» Andriessen composa d'abord des pièces dodécaphoniques, comme en témoignent ses *Séries* pour deux pianos (1958) et *Nocturnen* pour soprano et orchestre de chambre (1959), et ne renia jamais cette période où il avait, lui aussi, cru à un principe structurel permettant d'organiser tous les paramètres d'une composition: *«Aujourd'hui, on écoute Berg, Webern et Schoenberg comme les derniers avatars du romantisme du XIXe siècle. Mais à l'époque, Webern avait le même pouvoir salvateur que Mondrian, en peinture. L'abstraction de son écriture, refusant les clichés du divertissement rendus possibles par le système tonal, nous forçait à aller ailleurs. En cela, ce fut une bonne chose, même si l'on a fini par avoir une overdose d'épigones de Webern.»*

Croyance. Qu'il ait alors compris combien était salutaire le retour à la pulsation continue et au centre tonal, orchestré par les minimalistes et les répétitifs américains, de La Monte Young à Philip Glass en passant par Steve Reich, quand tant de compositeurs européens continuaient à jurer par la combinatoire sérielle, est tout à son honneur. Reste que se convertir à un mouvement et à une esthétique à l'âge où un compositeur est censé avoir déjà trouvé son langage n'est pas sans risque. *«Je n'ai jamais cherché à avoir un style. Mon père me disait toujours: "Ta musique ne doit pas parler de toi. Ton travail consiste à chercher les notes qui s'imposent dans un certain contexte". D'ailleurs quand certains me disent que l'une de mes pièces est représentative de mon langage, j'ai du mal à voir de quoi ils parlent»*, expliquait-il en 2014. Ces derniers n'ont pas tort. Il y a bien une écriture Andriessen, une manière d'alterner consonance et polytonalité, d'exploiter les ressources du contrepoint et de la polyphonie à des fins dramatiques.

De Staat, créé en 1976, cristallise nombre de ses tropismes: temps strié, contrepoint serré, polyrythmie complexe, instrumentarium privilégiant les cuivres et les percussions aux cordes, relation forte à la littérature, de Dante à Anaïs Nin, à quoi ajouter une croyance, typique de cette époque très idéologisée, au déterminisme politique. Dans *De Staat*, les sopranos et les mezzos citent Platon écrivant, dans *la République*, que le mode mixolydien devrait être banni de la cité en raison de son effet néfaste sur le développement de l'esprit. Si Andriessen admettait l'absurdité de l'assertion et reconnaissait dans les notes de pochette de l'enregistrement, paru en 2011, que *«les paramètres de hauteur, de durée et de rythme sont bien supra sociaux»*, il n'en souhaitait pas moins que *«l'innovation musicale menace vraiment l'Etat»*. *De Staat* ne plaide toutefois pas pour la révolution mais pour la démocratie: *«Juste avant le chœur final, l'orchestre se divise en deux parties égales jouant deux mélodies différentes mais qui se confondent car leurs rythmes sont complémentaires. Suit une coda dans laquelle les deux orchestres jouent cette fois une mélodie unique mais en canon, jusqu'à parvenir à l'homophonie: c'est ça le sujet de* De Staat.*»*

ERIC DAHAN

***DE STAAT* de LOUIS ANDRIESSEN** ce vendredi à Strasbourg à l'occasion du festival Musica (jusqu'au 6 octobre).



Manu Chao à Barcelone, où il vit, en octobre 2023. PHOTO MOISES SAMAN. MAGNUM

«Viva Tu» de Manu Chao, ça vaut le retour

Dix-sept ans après son dernier opus, le discret chanteur franco-espagnol à la langue déliée revient dans un beau cinquième album, déambulation artisanale et cosmopolite.

José Manuel Tomás Arturo Chao est un drôle d'oiseau. Alors qu'il s'apprête à publier son cinquième album, le premier en dix-sept ans, le voici qui choisit de ne donner aucune interview. Fut un temps où l'ex-meneur de Mano Negra répondait pourtant volontiers aux journalistes, y compris quand il n'avait pas grand-chose à leur vendre – par automatisme ou par altruisme, peut-être. Mais Manu Chao en a eu marre de ce cycle promotionnel, parfois ronflant il est vrai, et n'est certainement pas à une contradiction près. C'est d'ailleurs ce qui chez lui interroge et fascine. Un entretien existe tout de même, réalisé en interne par sa maison de disques et transmis au format PDF, os à ronger si l'on souhaite connaître l'état d'esprit dans lequel *Viva Tu*, c'est le titre du disque, a été pensé par son auteur. A sa lecture, il apparaît que le chanteur a pourtant beaucoup de choses à dire, mais: *«Pourquoi je ne fais pas d'interview? Parce que j'estime que ce que j'ai dit il y a vingt ans est encore valable et que je déteste me répéter*, peut-on y lire. *Ce qui, à l'époque de* Clandestino [son premier album solo paru en 1998, ndlr], *était une intuition, est aujourd'hui une réalité. Ce qui était une réalité à l'époque de* Clandestino, *c'est-à-dire les clandestins, aujourd'hui, c'est encore pire.»*

Paradoxes. *Clandestino*, justement, Manu Chao l'avait conçu comme le dernier album avant son retrait définitif d'un milieu de la musique lessivant, qui l'a vu embarquer dans des tournées gigantesques avec Mano Negra, groupe formé entre 1987 et 1994, notamment en Amérique du Sud. Mais ce succès international et dépouillé devint finalement le départ d'une seconde vie qui conserve son lot de mystères, et qui a vu Manu Chao reprendre ses grands-messes rock et festives, militantes, rejouant devant des dizaines de milliers de personnes durant les années 2000. Celui qui s'est depuis installé à Barcelone certifie pourtant que tout ça, désormais, c'est fini: *«Il n'y a pas besoin de tant de choses que ça pour faire un show. Des fois, tu vois des trucs, c'est démesuré. Tout le matos, toute l'infrastructure… Moi, ça ne me parle plus. Encore moins quand le groupe qui utilise ces grosses infrastructures te dit qu'il faut changer le monde. T'y crois pas. Je veux dire, il ne suffit pas de le dire, il faut commencer à le faire. Je ne veux pas dire qu'on est en train de le faire, mais il faut tout simplifier quand même. Il faut, tous, tous, tous, qu'on arrive à un peu simplifier les choses.»* Plus question, donc, de s'envoler pour La Paz, en Bolivie, et d'y réunir en même temps quelque 40 000 personnes en plein air, à 3 800 mètres d'altitude, et de voir les membres de sa section cuivres s'époumoner, manquer d'air au point de s'évanouir sur scène. Ça, il l'a déjà fait, maintes fois.

A 63 ans, il a parcouru le monde entier, s'est aujourd'hui épris de l'Asie, certifie que ce continent est le futur du monde, mais reste foncièrement attaché à l'esprit de quartier. C'est encore un paradoxe chez Manu Chao, comme celui, bien connu, d'avoir signé chez Virgin en 1988 avec Mano Negra, crime de lèse-majesté pour une partie de la scène rock alternative de l'époque. Il semble toujours coincé quelque part entre la décroissance artistique, économique, et le gigantisme de sa carrière. Il n'est d'ailleurs pas si rare de tomber sur lui dans un bar parisien, en train de jouer de la guitare et d'improviser un petit concert pour les clients de passage. Le petit-fils de communiste anti-franquiste dit ne plus s'intéresser à la politique française mais continue de payer entièrement ses impôts en nos contrées. De toute manière, ces contradictions le suivront toujours, comme celle d'avoir gagné énormément d'argent tout en menant une vie simple, certainement celle qui lui a été le plus mise sous le nez durant sa carrière. Des sujets qu'il n'aime pas aborder, et ça se comprend. Foutu pour foutu, il se tait, et laisse la musique parler à sa place.

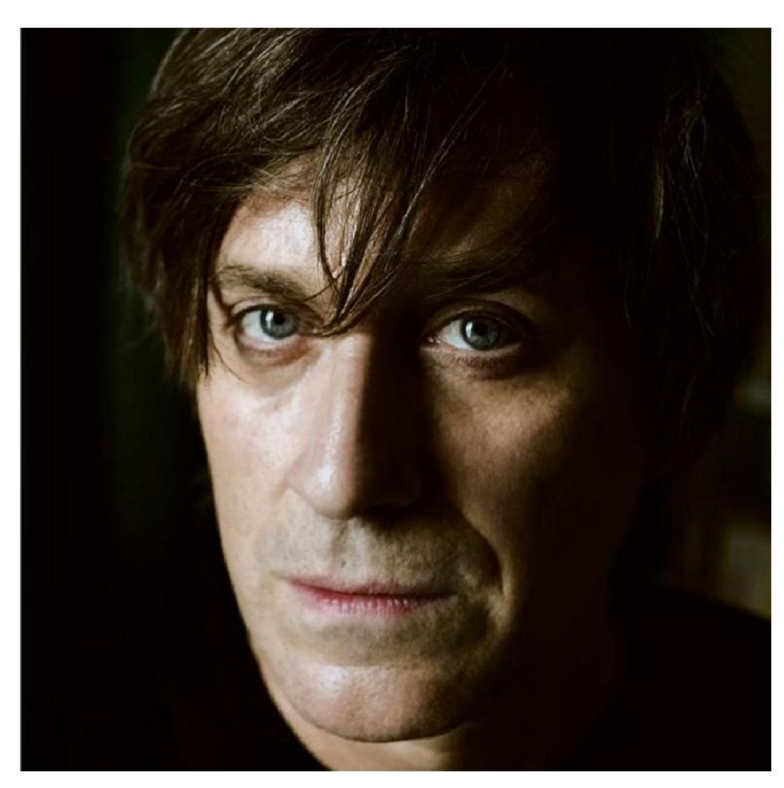
Exil. *Viva Tu* prouve que ses grands principes sonores sont toujours vivaces. La guitare, bien sûr, ici produite de façon particulièrement propre, sans approximation, sans renier l'immédiateté pour autant, mais surtout ces effets électroniques, sortes de sirènes aiguës ascendantes et descendantes qui sont en fait la marque la plus reconnaissable de sa musique. *Clandestino* en était peuplé, idem pour *Viva Tu* vingt-six ans plus tard. Ce dernier s'ouvre sur le titre *Vecinos En El Mar*, écrit à Athènes en compagnie de réfugiés kurdes, reprenant et actualisant son thème chéri de l'exil. Il y a la voix, l'écho qui l'habille, la langue espagnole déliée et surarticulée… Alors, rien n'a changé? Si. Ce disque sent la bricole, le recyclage, dans le bon sens du terme. *«La seule chose qui est importante, je crois, et que je conseille à tous les gens qui me demandent des conseils: même si ta chanson n'est pas finie, tous les petits bouts que tu as, qui te font marrer, même si c'est deux phrases, garde-les et sache les retrouver.»* Un album comme une déambulation à travers les lieux, un collage de matières premières musicales ponctionnées à São Paulo, en France, en Espagne, en Inde, laissant derrière le sentiment que les treize chansons qui le composent ont été écrites dans des espaces-temps radicalement différents. Un bel album basé sur *«des chansons simples»*. Manu Chao sait les écrire, c'est une évidence. *«Quand j'avais 16-17 ans, je ne rêvais même pas de la moitié de tout ce qui m'est arrivé. J'ai bien mangé. J'ai bien kiffé. Je n'ai pas de crainte dans le sens où je pars du principe que ma carrière est derrière moi. J'ai eu une carrière musicale magnifique comparé au fait que je ne chante pas si bien que ça, que je joue de la guitare pas si bien que ça, je m'en sors très, très bien. Il n'y a pas de crainte que ça marche ou que ça ne marche pas.»* Alors pourquoi s'embêter à faire de la promotion? Là, par contre, c'est cohérent.

BRICE MICLET

MANU CHAO
VIVA TU (Because), disponible ce vendredi.

Tout un bohème

Thomas Dutronc Rencontre à son domicile parisien avec le chanteur et guitariste, récent quinqua, qui a l'affirmation tempérée et l'émancipation conciliante.



Sa parole caracole en petit cheval jovial, ses phrases digressent sans agresser jamais et son verbe godille entre dérision et sincérité. Après avoir croisé Thomas Dutronc, on ne peut que confirmer les avis glanés de-ci de-là auprès de ses proches. Le chanteur guitariste qui tutoie illico est effectivement *«sociable»*, *«marrant»*, *«intelligent»*, *«taquin»* et *«blagueur»*. Ajoutons-y «apaisant» et «vraiment pas clivant». Et n'oublions pas que sa prolixité est aussi une manière de se faire discret. L'idée de départ était de ne pas le ramener sans cesse à ses parents. Ceux-ci l'ont précédé dans la carrière et ont parfois semblé le maintenir sous tutelle. Françoise Hardy a disparu il y a peu et c'est son fils unique qui a annoncé son décès sur Instagram d'un touchant et troublant: *«Maman est partie…»* Jacques Dutronc, lui, quitte peu son refuge corse, sauf quand son héritier le tire par la manche et l'enrôle pour une tournée commune. Vous verrez qu'au long de ce portrait, ces ombres portées viendront nous visiter sans façon tant le récent quinqua est accoutumé à voir ses géniteurs apparaître au détour d'une anecdote et s'installer dans le cœur de son récit, en y prenant leurs aises.

Il reçoit dans son appartement situé dans le centre de Paris, entre l'hôtel de ville et l'île Saint-Louis. Le duplex est coloré, accueillant et impeccablement rangé. Un passage dérobé fait office de «cave à guitares» quand d'ordinaire ce genre de lieux clos hébergent plutôt bons vins et gros cigares. Thomas Dutronc est un instrumentiste d'excellent niveau qui n'a jamais eu de passion inconsidérée pour l'avant-scène où s'imposent les ego à beaux biscoteaux. Il a longtemps préféré accompagner et assurer l'intendance musicale. A 28 ans, il faisait le tour de la planète aux côtés de Biréli Lagrène, jazzman gypsy. Et cela lui allait parfaitement, tandis que sa mère s'inquiétait que cet excellent élève, mention très bien au bac, ait décliné les prépas scientifiques comme les écoles d'ingénieur qui lui tendaient les bras et n'exerce pas *«un vrai métier»*. L'admirateur de Django Reinhardt, lui, était ravi d'avoir été adoubé par le monde manouche. Validation qui suppose talent mais aussi sens du contact et capacité d'adaptation. Une copine: *«Il ne la ramenait pas. Personne ne savait vraiment qui il était.»* A l'inverse de ses parents casaniers, Dutronc adore toujours prendre la route. Le bus affrété pour les musicos est sa caravane gitane. La même amie: *«C'est un peu comme s'il partait en colonie de vacances, ça rigole, ça picole, ça va au bout de la nuit.»*

LE PORTRAIT

De son cinquième étage, la vue plonge sur la rive gauche. Outre Seine réside sa compagne, chez qui il fait souvent escale. D'elle, il ne dira ni le nom ni le métier, pas même le secteur d'activité. On saura juste qu'elle est de signe capricorne quand lui est gémeaux ascendant lion et ne croit que modérément à l'astrologie qui passionnait sa mère. Le couple ne s'est jamais exposé, preuve qu'on peut échapper aux tabloïds si on le souhaite. Thomas D., qui n'a pas d'enfant, est toujours apparu comme le rejeton éternellement aimant de parents extrêmement visibles, aux caractères tranchés et strictement opposés. Le conciliant conciliateur qu'on sent diplomate, attaché à faire trait d'union, a oscillé entre une exigeante autoritaire et un taiseux négligent, entre une attentive excessive et un fatalement désabusé. Jouer le bambin prolongé avec décontraction lui a permis de garder secrète sa vie personnelle. Il s'en ouvre plus clairement dans son dernier album. Le gouailleur rigolard, adepte de coqs à l'âne et de refrains tuyaux de poêle que ne renierait pas Jacques D., y révèle ses intermittences amoureuses. Il revient sur ses emballements et ses déceptions, sur son goût de la bamboche et sur sa jalousie d'éconduit. Et de s'interroger ainsi sur un rival: *«Est-il plus doux, plus doué que moi/Est-il plus fou, plus fougueux que moi?»* Il chante les petits bonheurs à saisir au vol et le temps qu'on ne voit pas passer. Avec Aragon, qu'on ne l'imaginait moins apprécier, il se demande ce qu'au bout de son âge il aura trouvé.

Il porte des verres fumés et un tee-shirt noir Agnès b. Et pourtant, jamais le regard ne cesse de pétiller et de chercher l'approbation, ni l'ancien fumeur à l'excellent coup de fourchette de se moquer des quelques kilos qui l'encombrent et font le yo-yo. Dans sa façon d'être, il n'y a rien d'impressionnant ni d'intimidant, rien d'héroïque ni de cynique. Un ami: *«Il n'a pas le côté cassant qu'ont ou qu'avaient ses parents, chacun à leur manière.»* Pendant son adolescence, le trio loge dans une maison de ville, près du parc Montsouris. Chacun occupe un étage. Chez Thomas, on trouve deux flippers, un babyfoot, 1200 films et un frigo toujours rempli. Autonome très tôt, il vit très au-dessus de son âge. A 14 ans, il lui arrive d'accompagner Serge Gainsbourg dans sa tournée alcoolisée des commissariats de police où le gamin s'étonne de la mansuétude des flics qui supportent les dérapages de son compère. Les références de Thomas D. sont également assez classiques, pour ne pas dire datées. Celui qui a entamé des études de cinéma et s'imaginait réalisateur ne craint pas d'admettre qu'il a longtemps oscillé entre James Bond et les Marx Brothers, *la Guerre des étoiles* et les Monty Python. Croiser Godard ou Pialat au quotidien aidant à relativiser l'intimidation arty.

16 juin 1973 Naissance.
2007 Premier album, *Comme un manouche sans guitare.*
11 juin 2024 Mort de Françoise Hardy.
Septembre 2024 *Il n'est jamais trop tard.*

En politique aussi, Thomas D. hésite entre ne pas se laisser impressionner et calmer les tensions. Cette fois, il navigue loin du gaullisme maternel comme de l'aquoibonisme paternel. Son initiation au débat public, il la doit à un chanteur moustachu plus anarchiste que communiste. *«Georges Brassens m'a appris à me mettre à la place des autres et à ne pas juger. Une chanson comme* la Complainte des filles de joie *est très éclairante.»* Il évite de trancher avec virulence ou de cingler en faisant siffler le fouet de l'outrance. Il raconte comment il tient des propos de gauche devant des gens de droite et inversement. Il s'inquiète de la violence des débats comme des inquisitions ambiantes. Et quand on aborde le droit de mourir dans la dignité que revendiquait sa mère, il précise que les médecins qui ont accompagné celle-ci n'ont rien accompli d'illégal.

Il n'est souvent que de passage dans cette cité capitale qu'il a pu moquer dans un titre comme *J'aime plus Paris*, fatigué des embouteillages quand il a besoin d'un coffre de voiture accueillant pour entasser ses amplis et ses étuis. Le bohémien en tournée est aussi un résident corse assidu, qui se garde bien de se mêler des débats entre autonomistes et indépendantistes de l'île à la susceptibilité avérée. Ses terres d'élections se situent entre Calvi et l'Ile-Rousse. Sa mère avait fait bâtir à Monticello une demeure où son père passe le plus clair de son temps. Lui a pris ses quartiers à Lumio, c'est à une poignée de kilomètres, ce qui lui permet de visiter son père régulièrement. Tout en se tenant suffisamment à distance.

Par **LUC LE VAILLANT**
Photo **RICHARD DUMAS. VU**

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr
01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les département d'habilitation de LIBERATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 379€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 189€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT - Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,232 € HT).

75 PARIS

Divers société

PROEDITO Société à responsabilité limitée En liquidation au capital de 3000 euros Siège social : 5 rue Hélène 75017 PARIS 487 779 662 RCS PARIS AVIS DE PUBLICITE Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 Août 2024 : Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 Août 2024 et sa mise en liquidation. L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur, M. BABUTY Marc, demeurant 10 rue Médéric – 92110 CLICHY, Gérant de la Société, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 10 rue Médéric – 92110 CLICHY, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de PARIS. Mention sera faite au RCS de PARIS Pour avis.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89



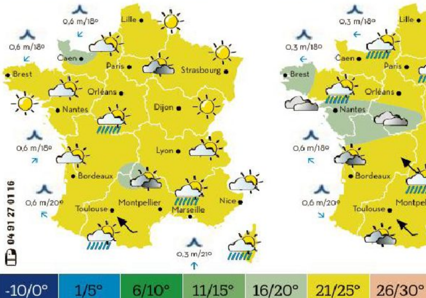


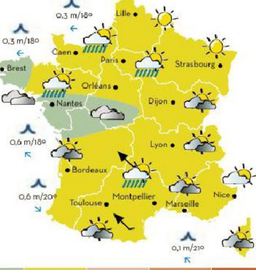
VENDREDI 20

Le vent marin et le vent d'autan se lèvent en Occitanie ramenant des nuages venus du golfe du Lion et d'Espagne. Le ciel prend une allure chaotique sur les régions du Centre. Ailleurs le soleil domine encore largement. **L'APRÈS-MIDI** Les nuages continuent de dominer en Occitanie. Du Nord-Ouest au Centre, le ciel est chaotique avec quelques averses isolées en fin d'après-midi.

SAMEDI 21

Un temps instable concerne les régions proches de l'Atlantique avec des averses pouvant prendre un caractère orageux. Sur le reste du pays, le temps est calme et sec. **L'APRÈS-MIDI** Des averses concernent la Nouvelle-Aquitaine, les Pays de la Loire, la Bretagne ainsi que le Centre. Le beau temps persiste au nord de la Seine ainsi que des Alpes à PACA et la Corse.





-10/0° | 1/5° | 6/10° | 11/15° | 16/20° | 21/25° | 26/30° | 31/35° | 36/40°

Soleil | Éclaircies | Nuageux | Pluie | Couvert | Orage | Pluie/neige | Neige

Agitée | Peu agitée | Calme | Fort | Modéré | Faible

La chaîne météo www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX
Lille	13	22
Caen	13	21
Brest	15	22
Nantes	14	23
Paris	13	23
Strasbourg	11	21
Dijon	13	23

FRANCE	MIN	MAX
Lyon	11	24
Bordeaux	14	24
Toulouse	16	21
Montpellier	14	24
Marseille	14	25
Nice	16	25
Ajaccio	14	22

MONDE	MIN	MAX
Alger	19	26
Berlin	13	22
Bruxelles	13	22
Jérusalem	19	30
Londres	16	22
Madrid	14	23
New York	17	23

Libération

www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon, Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France





Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5379 MOYEN



6							7	9
		9	3	5	1	2		
	5			6			1	
				7			8	
	8	4	9		2	6	3	
	1			3	6			
	9		4	2			5	
		3	1	8		4		
8	4							3

SUDOKU 5379 DIFFICILE

				3		8		1
	8		5			2	7	
					7	4	5	
	9				8	7		
8				4		6		5
		1	6				8	
	2	9	7				4	
	7	8			4		6	
4				2				

Solutions des grilles précédentes

MOYEN

1	9	5	7	3	8	2	4	6
2	3	7	4	5	6	9	1	8
4	6	8	1	9	2	7	3	5
6	7	1	5	4	3	8	9	2
8	2	9	6	1	7	3	5	4
5	4	3	2	8	9	1	6	7
9	5	2	3	7	4	6	8	1
3	1	6	8	2	5	4	7	9
7	8	4	9	6	1	5	2	3

5	8	9	1	2	6	3	7	4
1	6	2	7	3	4	8	9	5
7	3	4	5	8	9	1	6	2
2	4	6	9	1	3	5	8	7
3	5	1	8	6	7	2	4	9
8	9	7	2	4	5	6	1	3
4	7	8	6	5	2	9	3	1
9	1	5	3	7	8	4	2	6
6	2	3	4	9	1	7	5	8

DIFFICILE

